

Que les nouveaux directeurs de conscience se taisent !

Comment faire pour qu'ils se taisent ? « Ils », ce sont tous les artistes, influenceurs ou sportifs qui se mobilisent et donnent leur avis sur la politique française depuis le soir des élections européennes. « Ils », ce sont tous ceux qui oublient à quel point la coupure entre leur vie et celle de millions d'électeurs du Rassemblement national s'est élargie. « Ils », ce sont tous ceux qui

ignorent que, parmi les jeunes qui sont la cible principale de leurs appels à la mobilisation, le vote Le Pen fait un carton, quand ce n'est pas le vote Mélenchon.

Comment faire pour qu'ils comprennent que chaque prise de parole fait perdre des voix au camp Macron ? Si l'appel de Kylian Mbappé déclenche les applaudissements énamourés d'une escouade de ministres de la macronie, il

ne convainc en réalité que les convaincus et exaspère ceux, nombreux, qui soulignent ses dizaines de millions d'euros de revenus (nets d'impôts), ses contrats indécentes au regard de ce qu'est le smic ou le RSA, et son choix de partir vivre son futur professionnel à l'étranger.

Quant à se demander, petit ange, s'il pourrait être fier, de porter le maillot de l'équipe de France, cela risque d'être

vécu comme une insulte par ceux qui pensent précisément que leur vote permettra à la France de retrouver sa fierté.

L'époque n'est plus aux artistes engagés, ils se sont tellement trompés. Les influenceurs d'aujourd'hui ? Beaucoup ont été démentés, voire poursuivis en justice. Reste quelques sportifs davantage admirés pour leurs exploits que pour leur sens politique, et quelques youtu-

beurs vedettes dont le succès repose le plus souvent sur le rire et la dérision. Sortir de leur zone de confort pour devenir directeur de conscience en signant des lettres ouvertes rédigées comme des tracts contre l'extrême droite fera, au mieux, bouger autant de votes dans un sens que dans l'autre.

Nicolas Beytout
@nicolasbeytout

Avec moins de deux semaines devant elle avant le premier tour des élections législatives, la majorité sortante s'expose à tous les risques, toutes les polémiques et tous les aléas

Les dangers d'une campagne éclair

Pétaudière

Ouverte depuis ce lundi et jusqu'à vendredi 28 juin, la campagne pour les élections législatives sera la plus courte de la V^e République. Après l'annonce de la dissolution par Jacques Chirac en 1997, les Français avaient eu un mois pour trancher.

François-Xavier Bourmaud et Antoine Oberdorff

DOUZE JOURS. Douze petits jours pour décider de l'avenir du pays. De le confier aux extrêmes, de le plonger dans le chaos institutionnel ou de sauver les meubles. Ouverte lundi, la campagne officielle pour les élections législatives sera la plus courte de l'histoire de la V^e République. Intensité dramatique maximale pour un sprint infernal où personne n'a droit à l'erreur. La majorité actuelle qui joue sa survie, le Rassemblement national qui vise le pouvoir, le Nouveau Front populaire qui brinquebale déjà.

Avec au bout du compte, le risque de vivre en concentré sur douze jours

un mix des campagnes populistes qui menèrent les Britanniques au Brexit en 2016 et Donald Trump à la maison Blanche l'année suivante. Une campagne à l'affect où l'opinion chauffée à blanc réagit à l'instinct. Sur le terrain déjà, la tendance se ressent.

« No pasarán ! ». Dans l'Oise, le jeune sénateur PS Alexandre Ouizille enregistre « une charge émotionnelle jamais-vue » à l'échelle de son territoire où il fait campagne pour le Nouveau Front populaire (NFP). « Les électeurs qui prennent contact avec nous nous



disent « No pasarán ! ». Pour l'instant, personne ne nous parle du chiffre à part les macronistes qui affabulent en hurlant que les chars soviétiques reviennent et veulent faire peur aux petits épargnants.

C'est pourtant sur ce terrain de l'économie que se sont engagés les premiers affrontements après la publication du programme du NFP et les propositions du RN. Pour la majorité

sortante, qui joue sur la corde de la crédibilité, la réalité des chiffres ne parvient pas à renverser les propositions de campagne. La vérité alternative s'impose, laissant les cadres de la macronie désabusés.

« Leur programme, c'est la foire à la saucisse », s'est agacée Yaël Braun-Pivet dimanche sur Europe 1 après un long plaidoyer en faveur du sérieux de l'exécutif. Sans effet. « Cette bataille de

la crédibilité a échoué pendant la campagne des élections européennes », rappelle un sondeur en référence au débat organisé entre Gabriel Attal et Jordan Bardella. Aux dires des observateurs, le Premier ministre l'avait largement emporté. Mais quelques jours plus tard, c'est la tête de liste RN qui progressait dans les sondages. Comme pour les élections européennes, l'exé-

Pages 2 à 5

L'Afep alerte sur un « risque majeur de décrochage durable de l'économie »

Avertissement

LE LANCEMENT OFFICIEL de la campagne pousse les grandes entreprises à sortir du bois. « L'Afep prend part au débat car le résultat des élections législatives déterminera la position et la crédibilité de la France vis-à-vis de ses partenaires européens et internationaux, et donc sa capacité à agir pour ses intérêts dans un monde qui se fractionne et où les conflits se multiplient », a déclaré lundi 17 juin dans un communiqué l'Association qui rassemble quelque 110 grands groupes privés français.

Il ne faut évidemment pas attendre de consigne de vote de la part du patronat. En revanche, l'Afep souligne que « le vote des Français déterminera aussi la capacité des grandes entreprises

et leurs millions de salariés à poursuivre leur développement, à innover et à maintenir l'emploi et le pouvoir d'achat, contribuant ainsi à la prospérité de notre pays ». Alors que les

programmes alignent justement une série de mesures coûteuses en faveur du porte-monnaie des électeurs, « le risque majeur est celui du décrochage durable de l'économie française et européenne que les tentations d'isolement international et de fuite en avant budgétaire ne feraient que renforcer », s'inquiète l'Afep, qui aimerait que la politique de l'offre menée ces dernières années ne soit pas jetée aux orties.

Face au chaos potentiel qui pourrait sortir des urnes, l'Association présidée par Patricia Barbizet appelle, notamment, à la stabilité, à la sauvegarde de la

confiance de ceux qui entreprennent et à la poursuite de la mobilisation en faveur du travail. A la veille des élections européennes, l'Afep avait déjà réclamé un « sursaut compétitif » de l'Europe afin de « garantir un maintien de l'UE dans la course des géants mondiaux et préserver l'espace européen de paix, de démocratie et de prospérité partagée ». Cette fois, les scrutins des 30 juin et 7 juillet « sont absolument décisifs pour l'avenir économique, social et environnemental du pays ».

Muriel Motte
@murielmotte

Cérémonie des JO : jusqu'ici, tout va bien



Ce lundi s'est déroulé sur la Seine un test grandeur nature de l'événement, qui aura lieu hors d'un stade pour la première fois dans l'histoire. Sur place, la ministre des Sports Amélie Oudéa-Castéra a esquivé les questions relatives à une nouvelle majorité parlementaire après les élections législatives.

Page 6

Energie, que d'âneries on profère en ton nom !

Il s'agit de l'un des sujets majeurs de la campagne des législatives. Or, le simplisme et la démagogie dominent les débats

Page 5

Ukraine : le message brouillé de Trump et de ses soutiens

Ses proches assurent que l'ex-président n'abandonnera pas Kiev. Mais en public, le républicain les contredit ouvertement

Page 7

Le plan caché de Jean-Luc Mélenchon pour l'après 7 juillet

L'insoumis pose les bases qui lui permettront de critiquer la gauche de gouvernement si le Nouveau Front populaire réussit

Page 4

Les dangers d'une campagne éclair

|| | Suite de la page 1

cutif est incapable de faire entendre la voix de la raison qu'il veut incarner. Cela profite au RN mais aussi au NFP qui bénéficie désormais dans ses rangs de personnalités identifiées comme « sérieuses » : l'ancien président de la République François Hollande, mais aussi l'ancien ministre de la Santé Aurélien Rousseau, tous deux candidats aux élections législatives. « Quoiqu'on pense de la candidature de François Hollande, elle a le mérite d'apporter sa crédibilité, se réjouit un élu PS. Idem pour Aurélien Rousseau. Comment, après cela, les macronistes pourront-ils dire que nous ne sommes pas prêts à gouverner ? »

Et peu importe que l'ancien président se soit rangé dans le même camp que celui de Jean-Luc Mélenchon qui a largement contribué à pourrir son quinquennat. C'est utile, les visages dans une campagne. Ça personnalise l'enjeu, notamment pour Matignon. Le RN affiche celui de Jordan Bardella sur ses tracts. Le NFP cache celui de Jean-Luc Mélenchon.

Renaissance est entre les deux. Le parti du Président affiche Gabriel Attal, mais cache Emmanuel Macron. Un répulsif à électeurs désormais. Le chef de l'Etat l'a compris, qui se tient en retrait de la campagne. Ce n'est pas dans sa nature ni dans son tempérament. Mais c'est bien lui qui est à l'origine du désordre politique actuel. Et qui va se poursuivre.

« Ces deux semaines de campagne, c'est la confrontation directe entre deux idéologies, deux visions du monde », synthétise le député

Avec la dissolution de l'Assemblée nationale, le Président en appelait à « un moment de clarification ». Elle se déroule dans le brouillard. Le jeu des anathèmes et les changements de taille de l'arc républicain ont tout emmêlé

LFI sortant du Val-d'Oise, Paul Vannier, l'un des rouages essentiels de la garde rapprochée de Jean-Luc Mélenchon. Du score de Manon Aubry aux européennes (9,9%), Paul Vannier tire un enseignement stratégique à l'orée des législatives. « En assumant une insurrection morale face au massacre des Palestiniens, nous avons sorti des centaines de milliers de gens de l'abstention », se félicite-t-il. Après cette performance historique pour la formation de gauche radicale, notamment grâce à la participation des quartiers populaires, les candidats investis par LFI vont donc creuser ce sillon de conflictualité sociale.

« **Moi ou le chaos** ». Avec la dissolution de l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron en appelait à « un moment de clarification ». Elle se déroule dans le brouillard. Le jeu des anathèmes et les changements de taille de l'arc républicain ont tout emmêlé. Et les orateurs de La France insoumise y ont contribué, rapprochant constamment « extrême droite » et « extrême centre » comme les deux faces d'une même pièce ultralibérale et raciste.

Si bien qu'au terme d'une semaine de manœuvres entre appareils pour préparer le scrutin, l'offre politique atteint un sommet de confusion. Les candidats Républicain canal Ciotti pro RN concurrencent les Républicains dissidents parfois soutenus par Renaissance contre les candidats du Front populaire tendance mélenchonistes, mais pas forcément contre ceux du Front populaire ligne sociale-démocrate. Incompréhensible.

Dès lors, seuls les messages simples, voire simplistes parviennent à franchir le mur du son. A l'extrême droite, on agite la menace islamogau-chiste. A l'extrême gauche, c'est l'union sacrée contre le péril fasciste. Coincée entre les deux, la majorité tente le coup de « moi ou le chaos ».

Pour chacun, il s'agit de réussir à imposer son thème de campagne en évitant les chausse-trapes, le tout soumis en accéléré aux aléas ordinaires d'une campagne électorale : événement international, faits divers, polémique explosive, enquête judiciaire, embrasement sur les réseaux sociaux... Lundi déjà, une attaque au couteau à Metz s'est invitée dans la campagne. Le même jour, le Figaro révélait l'ouverture d'une enquête visant Eric Ciotti pour détournement de fonds publics.

« Ce type d'événement ne change pas forcément la donne. Il y a un temps de digestion pour l'opinion publique, observe un son-



SIPA PRESS

Depuis sa conférence de presse, le 12 juin, Emmanuel Macron s'est tenu en retrait de la campagne des législatives.

deur. Mais cela peut cristalliser un peu plus un électorat déjà cristallisé par les élections européennes. Il n'y a pas de raison pour que les électeurs changent d'avis entre le 18 et le 30 juin ». Sauf miracle pour la majorité sortante, encore sonnée par le coup de massue de la dissolution. C'est le dernier danger qui la guette. Voir cette campagne éclair exacerber des divisions qui ne demandent qu'à éclater, sur fond de succession d'Emmanuel Macron.

Si la dissolution a rebattu toutes les cartes, elle a aussi placé le RN aux portes du pouvoir et rabiboché les gauches irrécyclables. Avec douze jours pour purger le tout avant le premier tour. C'est court.

@fxbourmaud
@A_Oberdorff

« Je l'ai dit, parfois subi depuis six mois, la ligne s'était déséquilibrée »

CANDIDAT dans la 7^e circonscription de Paris, l'ancien ministre des Transports, Clément Beaune, regrette le choix de son adversaire, le socialiste Emmanuel Grégoire, d'avoir fait alliance avec La France insoumise.

Dès l'annonce de votre candidature, vous avez promis une campagne libre. Cette liberté est-elle la clé de votre campagne ?

Nous avons tous vécu deux chocs le 9 juin, celui des européennes et celui de la dissolution. Nous devons collectivement faire notre mea culpa, j'en prends ma part. La montée de l'extrême droite et le blocage du Parlement depuis 2022 sont une responsabilité collective, des socialistes aux Républicains. Quant à nous, majorité, nous n'avons pas su trouver des coalitions. Cette liberté, je l'ai toujours utilisée. Quand j'ai dénoncé les propos de Caroline Cayeux, ou pris mes distances avec la loi immigration, et, aujourd'hui, la réforme de l'assurance-chômage. Je l'ai toujours fait avec ma sensibilité sociale-démocrate.

Vous dites qu'il faudra rassembler les sociaux-démocrates dans la future Assemblée. Mais votre adversaire aujourd'hui, le socialiste Emmanuel Grégoire, n'est-il pas un social-démocrate comme vous ?

Oui, nous avons même travaillé ensemble au cabinet du Premier ministre, Jean-Marc Ayrault, où nous étions collègues et amis. Je garde du respect pour lui. Mais il faut regarder les choix objectifs des uns et des autres. Moi, je suis issu de la majorité présidentielle avec cette liberté, cette capacité de me démarquer et demain de construire des ponts. Lui a choisi, et il le revendique, d'être dans une union qui a investi des députés LFI extrémistes. Très sincèrement, je ne comprends pas qu'un élu de la social-démocratie fasse alliance sans en avoir besoin avec Sophia Chikirov, Danièle Obono ou Aymeric Caron, ici à Paris.

Il y a deux ans, vous l'aviez emporté d'un cheveu face à une candidate LFI. Là, être opposé à Emmanuel Grégoire, cela change tout ?

Ceux qui sont face à moi appartiennent à la Nupes 2.0. Emmanuel Grégoire a choisi les mêmes alliances. Je le regrette. J'ai appelé Emma-

nuel Grégoire et d'autres responsables socialistes le lendemain des européennes pour que l'on essaie de travailler ensemble. Mais Emmanuel Grégoire, Carole Delga et d'autres personnes que j'estime, ont fait le choix d'une alliance avec Philippe Poutou, Jean-Luc Mélenchon et Mathilde Panot. Ils ont poussé sous le bus les électeurs de Raphaël Glucksmann.

Sur vos tracts et affiches ne figurent ni Emmanuel Macron, ni Gabriel Attal. Est-ce la seule façon de gagner en 2024 quand on appartient à la majorité présidentielle ?

Ce n'est pas une question de masquer, mais de faire différemment. On ne peut pas dire : « il y a un choc inédit, l'extrême droite à 40% » et repartir au combat comme si de rien n'était. La question, c'est comment combattre efficacement l'extrême droite. En restant clair sur les valeurs que l'on défend et en restant ouvert à tous les modérés, les responsables, les républicains. Aujourd'hui et demain dans le futur Parlement. Je veux bâtir des ponts, car il faudra construire une majorité contre le RN, et sans LFI : une force sociale-démocrate et une majorité de modérés, pouvant aller des socialistes aux LR en rupture avec Eric Ciotti.

Samedi, Gabriel Attal a présenté le programme pour les élections législatives. Il n'avait pas prononcé un discours aussi social depuis son accession à Matignon en janvier dernier. Est-ce trop tard pour rappeler que le macronisme possède une jambe gauche ?

Je suis dans l'aventure macroniste depuis le premier jour, je suis attaché à l'équilibre qu'on a promu. Il y a des choses qui sont de l'ordre du social, de l'écologie, de l'eurodéputé qu'on n'a pas assez montrées et défendues : le versement automatique des pensions familiales, l'interdiction des voitures thermiques que j'assume et défends, la protection des emplois pendant le Covid, des réformes de société comme la PMA et j'espère, bientôt, la loi sur la fin de vie. Je l'ai dit, parfois subi depuis six mois : la ligne s'était déséquilibrée.

Interview M.D.

Retrouvez l'intégralité de l'entretien sur [lopinion.fr](https://www.lopinion.fr)



Renaissance face au risque du « parti francilien »

Y A-T-IL ENCORE DES MACRONISTES confiants ? A deux semaines du premier tour des législatives anticipées, la plupart des parlementaires du camp présidentiel se considèrent davantage en opération survie, si ce n'est « suicide ». Il est pourtant un petit point sur la carte électorale qui permet à une poignée d'entre eux d'aborder ce combat avec une (relative) sérénité. Un îlot préservé, dans lequel les troupes d'Emmanuel Macron n'ont pas encore été balayées du paysage.

Valérie Hayer et quelques députés de la majorité ont un point commun : ils ont ré-élu leurs meilleurs scores en Ile-de-France. Largement devancée par le Rassemblement national sur tout le territoire, la tête de liste Renaissance se place en tête dans six des vingt arrondissements parisiens. L'eurodéputée arrive également devant ses concurrents dans la majorité des communes des Hauts-de-Seine - une exception à l'échelle du pays.

Bastions. En 2017, c'est à Paris que le député macroniste Sylvain Maillard réalisait la prouesse d'être élu dès le premier tour (50,80 %). Cinq ans plus tard, le futur président du groupe Renaissance y gagnait à nouveau confortablement son siège (65,57 %), tout comme ses collègues Constance Le Grip (74,19 %), Pierre Cazeneuve (72,06 %) et Prisca Thévenot (65,75 %) dans les Hauts-de-Seine. Ou Marie Lebec (65,59 %), Yaël Braun-Pivet (64,62 %) et Aurore Bergé (63,27 %) dans les Yvelines, le plus souvent à l'issue de duels face à la gauche.

Ce n'est pas un hasard si les tractations autour des investitures ont vu les appétits se concentrer sur l'Ile-de-France. Stéphane Séjourné a notamment jeté son dévolu sur la 2^e circonscription de Paris, avant d'obtenir la 9^e des Hauts-de-Seine, particulièrement confortable et voisine de celle de Gabriel Attal. Le département a également été le premier à officialiser un accord avec Les Républicains, au point d'agacer des responsables Renaissance non-franciliens, jugeant que ce territoire bénéficiait d'un traitement privilégié.

Qui, en macronie, aurait cru un jour regretter les résultats des législatives de juin 2022 ? Il y a deux ans, Emmanuel Macron perdait sa majorité absolue à l'Assemblée nationale mais conservait quelques bastions dans des départements tels que le Calvados, la Gironde, le Bas-Rhin, le Finistère ou le Morbihan.

En Gironde, sept des douze circonscriptions avaient été remportées par la majorité présidentielle. Le 9 juin, Jordan Bardella est arrivé en tête dans huit des douze circonscriptions. Dans le Morbihan, les macronistes avaient réalisé un cinq sur six. La liste du RN pour les européennes a, elle, signé le grand chelem : six sur six. Dans le Cher, c'était deux sur trois en faveur de la macronie ; trois sur trois pour le RN cette année.

Fracture. Si la percée de l'extrême droite venait à se confirmer début juillet, Emmanuel Macron perdrait pied dans plusieurs coins de France. Il ne lui resterait plus que Paris, les Hauts-de-Seine et les Yvelines, où la dynamique de la gauche peut encore être tenue. Avec quelles conséquences ? Gérard Darmanin a régulièrement critiqué le manque de racines populaires dans le parti présidentiel. Son « moins de visio, plus de bistrot » s'accommoderait mal d'un groupe parlementaire composé pour moitié de Franciliens. Lui affronte dans la 10^e circonscription du Nord une extrême droite à 40%. Son entourage explique à quel point sa réélection le 7 juillet serait un exploit. « C'est sûr qu'il est plus facile de gagner dans les Yvelines qu'à Tourcoing », glisse un de ses soutiens.

Cette fracture Paris/province n'est pas apparue à la dissolution. Elle est même réputée être la fracture originelle du groupe Renaissance - l'ancien ministre de l'Agriculture et député de la Manche, Stéphane Travert, défend cette idée.

Le remaniement du mois de janvier en est un exemple récent. A l'issue de la première vague de nominations, Gabriel Attal s'est vu reprocher un manque de représentativité territoriale au sein de son gouvernement. En réunions de groupe, il était fréquent que les parlementaires ne reconnaissent pas certaines des réalités décrites par leurs collègues, jugés « déconnectés ». Le scrutin interne pour renouveler les fonctions de questeur et président des Affaires économiques a viré au règlement de comptes sur ces questions - l'un revenant à une élue du Haut-Rhin (Brigitte Klinkert), l'autre à un député de la Manche (Stéphane Travert).

A la fracture géographique risque de se superposer une fracture sociale. Celle qui sépare la France qui va bien de celle qui connaît plus de difficultés. Car les Yvelines et les Hauts-de-Seine ne sont pas la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise. Déjà, l'électorat d'Emmanuel Macron s'était rétréci autour des retraités les plus aisés. Il ne faudrait pas qu'en plus ces derniers ne soient issus que des banlieues françaises les plus riches.

Dinah Cohen et Matthieu Deprieck
@DinahCohen
@mdeprieck



SIPA PRESS

Les membres de la majorité présidentielle Sylvain Maillard, Gabriel Attal et Aurore Bergé (de gauche à droite) sont candidats pour les législatives en Ile-de-France.

Hold-up chez Les Républicains: comment Aurélien Pradié et David Lisnard ont tenté de partir avec la caisse

LES RÉPUBLICAINS ont été victimes d'un braquage dimanche. Les malfaiteurs n'ont pas réussi à filer avec le magot mais les autorités compétentes soupçonnent fortement deux personnalités d'en être les commanditaires : Aurélien Pradié, député du Lot, et David Lisnard, maire de Cannes. Ces deux ambitieux se sont démenés la semaine dernière pour convaincre les candidats estampillés LR de s'affilier à leur micro-parti. Objectif : se constituer une cagnotte en mettant la main sur une partie du financement public normalement dévolu à LR.

La moitié du financement public accordé aux partis politiques est en effet liée à leurs résultats aux législatives, une voix rapportant environ 1,60 euro par an pendant toute la mandature. En 2024, c'est plus de 32 millions d'euros qui ont ainsi été distribués à plus de 500 formations. Pour accéder à ces subsides, un parti doit toutefois avoir présenté, dans au moins 50 circonscriptions, des candidats ayant obtenu au moins 1% des suffrages. A charge pour lesdits candidats de cocher la bonne case au moment de décider de leur affiliation en déposant leur dossier de candidature en préfecture. Les candidats investis par LR sont ainsi supposés cocher la case « Les Républicains », pour fléchir le financement vers leur parti.

Seulement voilà, ce système repose sur la confiance. Dès lors, au moins deux personnalités de la droite ont tenté ces derniers jours un hold-up en se démenant pour convaincre des candidats LR de cocher la case de leur micro-parti : « Du courage ! », s'agissant d'Aurélien Pradié, et « Nouvelle énergie » concernant David Lisnard. Objectif : pousser au moins 50 candidats à franchir le pas pour s'assurer des ressources financières pour les

cinq prochaines années. Or, selon nos informations, sauf revirement de dernière minute, une petite trentaine de candidats LR sur 400 se sont bien rattachés au mouvement d'Aurélien Pradié, et seulement une poignée à celui de David Lisnard.

Quête. « La droite est en lambeaux. Si on veut prendre le pouvoir, il faut prendre le pognon », assume un élu proche d'Aurélien Pradié. Candidat aux législatives, il s'est affilié au micro-parti créé par le député du Lot en 2021 dans le cadre de sa candidature aux régionales. Un président de fédération LR d'Ile-de-France a confirmé à l'Opinion qu'Aurélien Pradié avait tenté, en vain, de le convaincre. L'argument du turbulent Lotois : « De toute façon, le parti est mort. »

L'objectif affiché par son entourage est aussi de « sécuriser » cet argent alors que la nouvelle direction de LR est engagée dans un bras de fer juridique incertain avec Eric Ciotti, toujours président en exercice après l'invalidation de son exclusion par la justice. « Pour ces candidats, il n'était de toute façon pas question une seule seconde que Ciotti puisse récupérer leur financement, y explique-t-on. C'était d'abord une démarche de sécurité, puis l'initiative a pris plus d'ampleur que prévu ». Mais pour Aurélien Pradié, qui n'a jamais caché avoir un œil sur la présidentielle, c'est aussi une façon de préparer l'avenir, tout en envoyant au reste de la droite un message sur sa détermination.

A peine annoncée la dissolution, David Lisnard se lançait lui aussi dans une intense quête aux candidats au nom de son mouvement. « Un collaborateur de député LR a été harcelé par les mecs de Nouvelle énergie pour qu'il soit candidat dans un département où il n'a jamais



Aurélien Pradié et David Lisnard ont essayé de convaincre des candidats LR aux législatives de s'affilier à leur micro-parti respectif.

mis les pieds », raconte un conseiller LR, qui évoque un « rouleau compresseur : ils ont cherché des candidats partout ».

Refondation. « Nous nous étions parés à toute éventualité en raison du contexte chez LR », explique David Lisnard, qui revendique 70 candidats soutenus par son mouvement. Mais « pour ce qui concerne le rattachement financier, cela n'a pas été un enjeu essentiel pour nous, jure-t-il. Nous avons laissé une liberté totale à nos candidats. » Néanmoins,

« notre démarche consiste bien à commencer dès à présent la refondation de la droite, sans ajouter du désordre au désordre. »

Les manœuvres d'Aurélien Pradié et David Lisnard sont vite remontées aux oreilles de la présidente de la Commission nationale d'investiture (CNI) de LR, Michèle Tabarot, et du trésorier, Daniel Fasquelle, qui ont multiplié les mails et appels ce week-end pour y mettre le holà. « Je compte sur chacun de vous pour veiller à ce que nos candidats investis pensent bien à se rattacher au parti Les Républicains lors du dépôt de candidature », écrit ainsi Mme Tabarot aux présidents de fédération dans un message interne. Dans certains cas douteux, le secrétaire départemental a été chargé d'escorter le candidat à la préfecture pour s'assurer qu'il y cochant bien la bonne case...

« C'est stupide comme démarche », peste Michèle Tabarot, remontée contre « l'attitude de gens qui sont censés être dans la famille et qui ne jouent pas le jeu ». In fine, affirme Daniel Fasquelle, le phénomène demeure « tout à fait marginal ». Le trésorier avait, il est vrai, des arguments pour dissuader les rebelles : ne pas s'affilier à LR, c'est se priver automatiquement des ressources du parti, qui va prêter 5 000 euros à chaque candidat, transformés en dons si le seuil de remboursement des frais de campagne n'est pas atteint. « J'espère que Pradié l'a bien expliqué à ceux qui ont signé pour lui... », ironise un conseiller LR. Avec moins de 50 candidats rattachés à son micro-parti, le député du Lot n'a pas remporté son pari. Mais il va coûter cher aux Républicains, le financement fléchi vers son micro-parti étant désormais perdu. Pour tous.

Christine Ollivier
@Chr_Ollivier X

RN ou Front populaire, un clash avec l'Union européenne en vue

LES PROGRAMMES PROPOSÉS ne seront évidemment pas intégralement appliqués. Mais certains points durs posent un problème du point de vue de leur comptabilité avec les règles de l'Union européenne.

Sur le plan économique, le RN promet de baisser de 20% à 5,5% la TVA sur les carburants, l'électricité, le gaz et le fioul domestique. Une mesure de pouvoir d'achat assez ruineuse puisqu'elle coûterait de l'ordre de 17 milliards d'euros. Mais la baisse sur les carburants est aussi contraire au droit communautaire. Le RN devra donc commencer par contrevenir aux règles européennes pour pouvoir l'appliquer.

Une directive de 2006 prévoit que les pays membres doivent mettre en place un « taux normal de 15% au minimum », afin « d'éviter que les différences entre les taux normaux de TVA appliqués par les Etats membres ne conduisent à des déséquilibres structurels au sein de la Communauté et à des distorsions de concurrence dans certains secteurs d'activité ». Il y a des exceptions prévues, mais le carburant n'en

européennes. On peut considérer qu'elles sont trop dures, mais commencer par les refuser ouvrirait une crise politique en Europe, ce qui accentuerait probablement la défiance actuelle sur les marchés financiers. Le RN les a longtemps critiquées, tout en mettant ce point en veilleuse pour l'instant pour ne pas effrayer les électeurs.

Relance budgétaire. L'alliance des partis de gauche promet aussi de « mettre fin aux traités de libre-échange », y compris ceux déjà conclus. Là encore, cette promesse se heurte frontalement aux intérêts du reste des pays de l'Union. L'alliance de la gauche va plus loin que le RN qui proposait, pendant la campagne des européennes, d'« instaurer un moratoire sur la négociation de nouveaux accords de libre-échange par l'UE ». Au moins le Front populaire affiche-t-il la couleur, alors que le RN avance masqué.

Le Front populaire prévoit une gigantesque relance budgétaire à coups de dizaines, voire de centaines de milliards d'euros. « La consommation des ménages va augmenter, et il y a le risque qu'ils importent davantage, ce qui nous rendrait encore plus dépendants de certains marchés internationaux et de certaines multinationales », reconnaît-elle, en 2022, Aurélie Trouvé, députée mélenchoniste sortante. « Cette relance implique de repenser nos échanges commerciaux », expliquait-elle. C'est pour cela que le Front populaire promet « d'instaurer une taxe kilométrique sur les produits importés », sans donner plus de détail. Sauf à briser le marché unique européen, cœur de l'UE, cette taxe n'a pourtant aucune chance d'être appliquée uniquement en France, pas plus que dans toute l'Union.

« Plusieurs mesures du programme du nouveau Front populaire sont contraires au droit européen, résume Eric Dor, le directeur de la recherche économique de l'Iseseg, une école de commerce installée à Paris et Lille, de nationalité belge, sur le réseau social X. Et de conclure : « Soit ces partis abusent délibérément les électeurs, en sachant que c'est impossible à appliquer, soit ils veulent un Frexit, et alors ils doivent en informer honnêtement les électeurs. »

Marc Vignaud
@mvignaud X

L'alliance des partis de gauche promet aussi de « mettre fin aux traités de libre-échange », y compris ceux déjà conclus

fait pas partie. La Pologne s'est arrogé le droit de procéder à cette baisse de taxe sur les carburants de façon temporaire dans le cadre de son bouclier anti-inflation en 2022, mais elle ne l'applique plus. La TVA est aujourd'hui de 23%.

Le RN entend aussi faire des économies sur la participation de la France à l'UE, ce qui promet un beau bras de fer. Comme le Front Populaire, le parti de Jordan Bardella jure par ailleurs de sortir du marché européen de l'électricité, au moment précis où les prix vont baisser tout seuls. Là encore, ce serait un sujet de crispation majeur avec les partenaires de la France. Le Front populaire se fait fort de jeter à la poubelle les règles budgétaires

Vu du vieux monde Après la dissolution, le vieux monde remis en selle par le nouveau !

La chronique de Gilles Savary



On ne sait toujours pas ce qui est passé par la tête d'Emmanuel Macron en ce dimanche soir 9 juin de défaite électorale européenne. Sans doute un sursaut d'orgueil, dans une forme de défi bravache, par une dissolution sans cause de l'Assemblée nationale dont précisément l'arbitraire du motif amplifie le risque politique.

Après deux ans à tirer des bords politiques en vain pour tenter de constituer une majorité à l'Assemblée nationale, il n'était pas incongru que le Président recourt un jour ou l'autre à cette disposition que lui offre notre Constitution. Il suffisait que survienne, ou qu'il suscite, un nouveau blocage de l'Assemblée à la rentrée où à l'automne pour que les Français comprennent la légitimité d'une telle décision.

Il a décidé de leur demander de se dédire trois semaines après un scrutin général sans lien avec la gouvernabilité du pays, au risque insensé d'ouvrir un boulevard au RN et à un gouvernement de novices pour affronter les aléas attachés à l'organisation des JO.

En une semaine de précampagne, l'électrochoc fait son effet, mais pas dans le sens escompté. Le paysage politique français,

désespérément déconstruit et figé depuis 2017, se recompose subitement par d'incessants rebondissements depuis une semaine.

Déconstruction. Les gauches balkanisées ont prestement rengorgé leurs profondes divergences, au profit du bon vieux réflexe pavlovien d'une union électorale salvatrice. Elles n'avaient pas d'autre choix, sauf celui de mourir séparément et immaculées comme les Curiaces. Fin de partie pour Raphaël Glucksmann et son rêve de construire un nouvel espace politique à gauche...

On n'imagine pas que le Président et ses équipes aient sous estimé une telle évidence à une époque où l'on ne s'embarrasse plus de carcans idéologiques. Par miracle, la gauche sort de son coma profond en devenant subitement le challenger principal du RN à ces législatives, ce qui lui promet une moisson inespérée de sièges à l'Assemblée.

L'affaiblissement prévisible de la « majorité présidentielle », démultiplié par le mode de scrutin à deux tours dans des circonstances où les triangulaires seront rares, menace d'enterrer définitivement la chimère macroniste d'une recomposition centrale de la vie politique française.

C'est retour à la case départ du bon vieux clivage gauche-droite, mais, de part et d'autre, sous leaderships extrémistes. Du bel ouvrage ! Cette remise en selle du vieux monde par le nouveau, sent la poudre présidentielle et réanime des ambitions rentrées.

Jean-Luc Mélenchon, qui surplombe la gauche de son talent tactique vénénux, et auquel LFI doit l'essentiel de sa performance électorale aux européennes, se lance logiquement dans une brutale opération de remise en ordre de sa maison et de réaffirmation de son leadership à gauche. Du coup, François Hollande, qui ne s'est jamais véritablement assoupi, trouve dans ces circonstances inimaginables autant qu'inespérées, l'opportunité de constituer une alternative à Mélenchon à gauche, autant qu'un éventuel recours pour le pays, du fait de la braderie de la droite gaulliste au RN par Ciotti.

On ne connaît pas l'issue de ces élections et ni les rebondissements qu'elles nous réservent encore, mais Emmanuel Macron y aura au moins trouvé l'occasion de réanimer le vieux monde qu'il honnit, et dans le meilleur des cas, de devoir composer avec après le 7 juillet. François Hollande sera conforté dans l'idée qu'en politique, on ne meurt vraiment que quand on le décide.

Le plan caché de Jean-Luc Mélenchon pour l'après 7 juillet

IL ARRIVE que Jean-Luc Mélenchon partage des articles de presse tard le soir. Du moins, lorsqu'ils confirment ses intuitions. Ce samedi, moins d'une heure après avoir décrété une purge contre les frondeurs de LFI privés d'investiture aux législatives, une notification apparaît sur le canal Telegram de l'insoumis en chef. « Un article de *La Dépêche* qui en annonce de belles », écrit-il à ses lecteurs nocturnes. « Le PS veut faire à LFI le coup du programme commun », annonce le canard régional, avant de dérouler un scénario de politique-fiction digne du « génie machiavélique de François Mitterrand ».

Acte I. Le succès de cette mutinerie « repose tout d'abord sur l'hypothèse que le RN n'obtiendra pas de majorité absolue », mais une majorité relative - hypothèse à ce stade tout à fait probable puisque le RN est crédité de 32% à l'échelle nationale, contre 26% pour le Nouveau Front populaire, selon le dernier sondage Elabe. Acte II. L'alliance composite des partis de gauche et écologiste devient la deuxième force en nombre de sièges à l'Assemblée nationale. Et c'est donc vers lui que pourrait se tourner Emmanuel Macron pour désigner un Premier ministre qui formerait alors « un gouvernement de coalition républicaine ». Acte III, celui de la montée en charge dramatique : « Le spectre du rassemblement s'étend de Clément Beaune à Alexis Corbière ».

« **Combinaisons** ». Pour quel objectif ? « Fracturer LFI en confiant quelques ministères de second rang aux insoumis modérés et en laissant aboyer les furieux », spéculait *La Dépêche du Midi* à partir d'une source anonyme. Fracturer l'appareil insoumis, Jean-Luc Mélenchon n'a pas attendu les législatives des 30 juin et 7 juillet pour s'en charger.

En évinçant Alexis Corbière et consorts sans autre forme de procès, il espère pousser ces orphelins de l'insoumission dans les bras de la majorité présidentielle, qui leur offrira un asile confortable le moment venu. « Jean-Luc Mélenchon a pris d'énormes risques en débranchant des personnalités aussi connues

et appréciées par les militants insoumis. Dans les cinq circonscriptions, les purgés pourraient être réélus », pronostique le politologue Rémi Lefebvre. Au sein du nouvel hémicycle, les dégâts seront durables, les fractures profondes.

Pour l'heure, les salariés permanents de LFI colportent la rumeur sur les réseaux sociaux. « Garrido et Corbière sont des alliés objectifs de la macronie. La preuve en est : Macron voudrait, s'il gagne, que son gouvernement aille de Beaune à Corbière », affirme par exemple la jeune photographe du mouvement, sans l'ombre d'une preuve pour démontrer cet agenda caché. « Qui veut noyer son chien l'accuse d'avoir la rage. C'est n'importe quoi. Expliquer qu'un type comme moi va rejoindre Macron, c'est un gag. Déjà en 1992, j'ai été viré de l'OCI [organisation trotskiste lambertiste] sous prétexte que j'allais rejoindre Mitterrand que Jean-Luc défendait ardemment », se souvient Alexis Corbière, aujourd'hui candidat à sa réélection en Seine-Saint-Denis.

Toutes ses hypothèses troubles, le coordinateur de LFI Manuel Bompard les a bien à l'esprit. Selon lui, « le cas de figure le plus probable est celui d'une majorité relative ».

Peu après avoir appris la nouvelle de la purge de ses camarades, François Ruffin a fait savoir au clan Mélenchon qu'il « ne passerait pas sous les fourches caudines de votre bêtise, votre sectarisme »

Il s'interroge : « Est-ce que les LR "canal historique", ceux qui n'auront pas suivi Eric Ciotti, suffiront à constituer une force d'appoint pour le RN ? Seront-ils prêts à se renier ? »



La mise à l'écart, par le leader insoumis, de plusieurs de ses anciens proches a renforcé les tensions en interne.

Si oui, alors il y aurait un gouvernement de coalition entre la droite et l'extrême droite. Dans ce cas précis, poursuit le stratège, « la motion de censure s'imposera d'elle-même ». En revanche, si les LR indépendants s'y refusent, la question de Maignon pourrait être posée au Nouveau Front populaire. « Il y aurait des tentations de constituer des combinaisons », pressent Bompard.

« **Lutte libératrice** ». Les regards se tourneraient peut-être vers un certain François Ruffin, lui aussi dans le collimateur du leader insoumis en raison de ses ambitions présidentielles. Peu après avoir appris la nouvelle de la purge de ses camarades, le député de Picardie Debout a fait savoir au clan Mélenchon qu'il « ne passerait pas sous les fourches caudines de votre bêtise, votre sectarisme ». De quoi alimenter le dossier du traître présumé, tout comme les dîners

secrets révélés par *l'Express* qu'organise Olivier Legrain, le milliardaire qui servirait de pygmalion au micro-mouvement de François Ruffin.

« L'attitude de François Ruffin n'est une surprise pour personne. Toute la semaine qui a précédé les investitures, ses équipes

« Lorsque Léon Blum devient chef du gouvernement, les communistes soutiennent, mais refusent de se compromettre en acceptant des postes »

ont démarché des candidats pour les inscrire à l'association de financement de Picardie Debout », accuse Manuel Bompard. Avant d'ajouter : « Dès le soir de la dissolution, François Ruffin a acté que dorénavant, il allait faire sans LFI ou contre LFI ».

Et si la référence historique au Front populaire de 1936 offrait une clé de compréhension de la suite des événements entre Jean-Luc Mélenchon et ses ex-compagnons de route ? « Lorsque Léon Blum devient chef du gouvernement, les communistes soutiennent, mais refusent de se compromettre en acceptant des postes », pointe un ancien conseiller du Parti de gauche, intime de Jean-Luc Mélenchon pendant des années. Quatre ans plus tard, le secrétaire général du PCF Maurice Thorez cloue au pilori Léon Blum, l'accusant dans un texte d'une rare violence de manier « l'art faisant de la trufferie et de brouiller les cartes, pour tromper la classe ouvrière, pour l'abuser à force de mensonges et d'hypocrisie, pour la démoraliser et la détourner de la lutte libératrice ». Ou comment le théoricien insoumis espère encore faire fumer le moteur de la conflictualité sociale jusqu'à sa révolution citoyenne.

Antoine Oberdorff
@A.Oberdorff

Identités Comment ne régler aucun problème

La chronique
de Hakim
El Karoui



Dans l'affligeante période électorale dans laquelle nous sommes rentrés depuis l'annonce de la dissolution, une réalité s'impose : le vide des programmes, des idées, des propositions.

Au-delà du chiffrage des promesses des uns et des autres que chaque camp fait à propos de ses adversaires, tout le monde étant d'accord pour dire que si l'autre gagne, la France va à la banqueroute (ce qui est probable vu qu'un camp va gagner, à moins que personne n'ait la majorité et dans ce cas ce sera pire), je voudrais m'arrêter un instant sur le fond des propositions en agrégeant les différents programmes qui ont tous une même caractéristique : ils ne proposent rien de nouveau, à part des dépenses et surtout aucun diagnostic sérieux des problèmes du pays. Et donc aucune mesure intéressante pour y remédier.

Tout le monde parle ainsi de pouvoir d'achat. Sont proposés une baisse de la TVA sur l'énergie, un plafonnement des frais de notaires, une augmentation du smic à 1600 euros net. Dans les deux premiers cas, c'est l'Etat qui paye, donc le contribuable (et les générations futures). Dans le deuxième, ce sont les entreprises, au prix de leur compétitivité mais aussi l'Etat (ouf!) puisque l'Etat compense les allègements de charges à ce niveau de salaire.

Alors, que faut-il faire pour augmenter le pouvoir d'achat ? Augmenter les salaires, tous les salaires. Comment ? En baissant les pensions ou au moins en désindexant les pensions de l'inflation à minima. Qui en parle ? Personne. Pourtant, un candidat qui annoncerait « avec moi, les salaires vont augmenter de 5% à 7% tout de suite et cela ne coûtera rien au budget de l'Etat », ça aurait de l'allure. Les retraités voteront contre : très bien, c'est la démocratie. Mais peut-être que les actifs voteront pour. Y compris des citoyens éloignés du vote.

Revaloriser le travail. Car cette décision est réelle, tangible et durable. Tout le monde parle de la revalorisation du travail : voilà une mesure qui revaloriserait le travail puisque le travail paierait plus que l'inactivité. Les électeurs RN s'offusquent des immigrés qui ne travaillent pas ? Ils n'ont pas compris qu'en France aujourd'hui, ce ne sont pas eux qui profitent du système mais les baby-boomers. Pour eux, moins on travaille, plus on gagne... Les retraités n'ont jamais été aussi riches, ils ont des revenus supérieurs à ceux des actifs. Revalorisons le travail !

Autre point intéressant de tous les programmes : il y a des problèmes dans les quartiers pauvres, tout le monde ou presque en convient. Il faut donc investir en bonne logique dans ces quartiers. Surtout quand on sait que l'Etat y dépense moins par tête d'habitant que partout ailleurs en France. C'est donc logique, les différents partis, de l'extrême droite à l'extrême gauche, vont proposer des solutions pour faire baisser la délinquance, le trafic de drogue, l'islamisme, la précarité, l'explosion des familles, les ruptures anthropologiques... Eh bien non.

Le programme de la gauche n'en dit pas un mot (si ce n'est des discriminations). Renaissance a depuis longtemps oublié cette partie du territoire. Quant au RN, c'est mieux, il propose des solutions discriminantes qui aggraveront les problèmes (la préférence nationale qui ferait augmenter le chômage dans les quartiers pauvres).

Dans le concours de médiocrité qui a commencé, c'est bien sûr la démocratie et les institutions qui vont perdre. Jusqu'à quand faut-il s'y résigner ?

@helkaroui

Conférences by l'Opinion



Nourrir la planète : Comment réarmer la ferme France ?

CONFÉRENCE EN PRÉSENTIEL

Jeudi 27 juin 2024

De 9h à 12h, Paris 16^e



Informations et inscriptions gratuites : www.lopinion.fr/evenements

En partenariat avec : Avec le soutien de :

Energie, que d'âneries on profère en ton nom !



Une manifestation pour l'énergie nucléaire devant le Parlement européen, à Strasbourg, le 6 juillet 2022.

IL FAUDRAIT SE RÉJOUIR que les questions énergétiques fassent l'objet de débats politiques. Hélas, un véritable festival de raccourcis, contre-vérités, approximations et folles promesses s'est ouvert dès le lendemain de l'annonce de la dissolution. Les premières salves ont concerné le sujet hypersensible des prix du gaz et de l'électricité, essentiel pour le pouvoir d'achat.

Alors qu'une hausse de 12% des tarifs du gaz est prévue le 1^{er} juillet, le RN s'engage à réduire de 20% à 5,5% la TVA sur l'ensemble des produits énergétiques - électricité, gaz, carburant et fioul. Cela coûtera la bagatelle de 12 milliards d'euros au budget de l'Etat, a chiffré Renaud Labaye, le secrétaire général du groupe RN à l'Assemblée nationale.

Plus alarmiste, Bercy annonce que cette seule mesure creuserait un trou de quasiment 17 milliards d'euros dans les recettes publiques (10 milliards sur les carburants, 4,5 milliards sur l'électricité, 2,3 milliards sur le gaz). Mais au-delà de la facture astronomique en période de disette budgétaire, l'obstacle pourrait être juridique : les carburants ne font pas partie de la liste des biens et services éligibles à un taux réduit de TVA pour un Etat membre de l'Union européenne. Ce qui promet des premières tractations avec Bruxelles...

Factures. Bruno Le Maire, lui, fait des promesses qui ne lui coûtent pas grand-chose : il s'engage sur une diminution des factures d'électricité d'environ 15% pour tous les Français en février prochain... qui est en fait déjà actée. Les tarifs réglementés dont il est question sont en partie indexés sur les deux dernières années de prix de marché. La disparition du pic de 2022 dans les calculs pour 2025 va entraîner une réduction mécanique des prix.

Elle aurait même pu atteindre 25% si le ministre de l'Economie n'avait pas prévu de rétablir les taxes qui avaient été quasiment supprimées lors du bouclier tarifaire. Non seulement la baisse annoncée n'a rien à voir avec l'action du gouvernement, mais celui-ci en limite l'ampleur. Pourtant, il continue à fanfaronner sur le sujet. « Nous pourrions continuer à faire baisser les prix de l'énergie, grâce à EDF, grâce aux renouvelables », a expliqué Roland Lescure sur BFM lundi 17 juin.

Quant au Nouveau Front Populaire, il veut bloquer, par décret les prix des biens de première nécessité, notamment dans l'énergie et les carburants. Sans cette mesure, « ce sont les marges des distributeurs qui augmentent, et les salariés payent l'inflation », a dénoncé le député sortant LFI Eric Coquerel, sur le même plateau que le ministre de l'Industrie et de l'Energie. Cette promesse est non seulement une hérésie économique, mais elle profiterait à tous les Français, y compris les plus riches, ce qui est peu cohérent avec une politique d'extrême gauche...

Discorde nucléaire. Sur le nucléaire, le grand écart est très flagrant au sein même de l'alliance qui rassemble le PS et La France insoumise, en passant par les Verts et les communistes. Entre les pro et les anti, c'est un sujet de division extrême, qui explique l'absence de toute mention du sujet dans le programme du Nouveau Front Populaire. « La question atomique demeure une pomme de discorde pour l'alliance des gauches », reconnaît le coordinateur de La France insoumise, Manuel Bompard. C'est un vide béant, alors que le nucléaire représente encore les deux tiers de l'électricité produite en France. Lors de

sa dernière conférence de presse, le 12 juin, Emmanuel Macron en a fait un sujet de divergence profond avec les extrêmes. A cette occasion, le président de la République a aussi confirmé vouloir construire huit réacteurs supplémentaires en France, indispensables selon lui pour mener à bien la transition écologique. Ce qui porterait à 14 le nombre de nouveaux EPR2 d'ici à 2050.

Devant une commission d'enquête du Sénat sur l'électricité, le 5 juin, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire, avait pourtant souligné « l'ampleur gigantesque » du chantier que représente déjà la réalisation de 6 EPR2, compte tenu de l'état de notre industrie nucléaire. « Si EDF apporte la preuve de sa capacité à les réaliser dans de bonnes conditions, dans les délais et dans les coûts, alors il faudra considérer cette option de huit nouveaux EPR2 », avait ajouté le ministre.

Postures dogmatiques. Les professionnels d'un secteur qui revient de (très) loin, s'inquiètent déjà d'un retour des postures dogmatiques et d'un « stop & go » très préjudiciable au bon déroulement des chantiers lancés. « Nous attendons dans les prochains mois la décision finale d'investissement qui doit préciser le financement du Nouveau nucléaire. L'Etat est très impliqué dans le processus, avertit Valérie Faudon, déléguée générale de la Sfen, qui fédère les entreprises du secteur. Nous avons aussi besoin de son soutien pour poursuivre les embauches. Le nucléaire relève du temps long et nécessite l'engagement de tous, entreprises et pouvoirs publics ».

Dans son plan « Marie Curie » présenté lors des présidentielles de 2022, le RN débordait, lui, d'enthousiasme : réouverture de Fessenheim, construction de 20 nouveaux réacteurs (10 EPR livrés à partir de 2031, 10 EPR2 livrables à partir de 2036), complétés par des petits réacteurs modulaires... Une frénésie, toujours affichée aujourd'hui et totalement incompatible avec l'état de la filière tricolore.

Pro nucléaire, le RN est aussi farouchement opposé aux énergies vertes. « Je veux arrêter les énergies renouvelables parce que ce que vous appelez ainsi n'est pas propre et n'est pas renouvelable », a déclaré Marine Le Pen le 5 juin à l'Assemblée nationale. Dans sa bouche et celle de Jordan Bardella, énergies renouvelables et éoliennes sont désormais synonymes. Ces installations seraient contraires au « localisme », car elles sont imposées sans concertation dans les territoires. « Les éoliennes et les panneaux solaires permettent au contraire de produire de l'énergie localement, et de ne plus dépendre de la Russie ou des pays producteurs de pétrole », rétorque Jules Nyssen, président du syndicat des énergies renouvelables (SER).

Pour des projets dans lesquels il faut investir beaucoup d'argent et disposer de temps long pour les amortir, l'incertitude politique est une tare. « Le 8 juillet, beaucoup de porteurs de projets vont réfléchir », indique-t-il. Le gouvernement a selon lui beaucoup trop tardé. « Si on avait aujourd'hui une loi énergie climat, on disposerait d'un cadre. Il pourrait être défait par un nouveau gouvernement, mais cela serait compliqué et visible », juge Jules Nyssen. Seul le Nouveau Front Populaire a annoncé qu'il organiserait un débat au Parlement pour promouvoir une telle loi. Sans que l'on sache ce qu'il mettrait dedans.

Irène Inchauspé et Muriel Motte

@inchauspe X
@murielmotte X

Infrapolitique Dissolution: le Président scénariste

La chronique
de Raphaël
Llorca



A l'issue d'une folle semaine, où les lignes politiques ont davantage bougé en sept jours qu'au cours des sept dernières années, nous butons encore sur une question : mais quelle mouche a bien pu piquer le Président ? Des dizaines d'analyses publiées, je tire une conclusion : le mode de rationalité politique ordinaire échoue à rendre compte de sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale.

Redonner la parole au peuple ? Ce dernier venait tout juste de s'exprimer dans les urnes à l'occasion des élections européennes. Débloquent le Parlement ? Dans la même configuration, la majorité présidentielle menée par Elisabeth Borne avait pourtant réussi à faire voter 69 projets de loi, dont six avec 49.3. Elargir sa majorité, alors ? Difficile de l'envisager : le « bloc central » venait d'épuiser une lourde défaite électorale. En résumé, aucun des exemples précédents de dissolution - 1962, 1968, 1981, 1998 et de 1997 - ne peut servir de référence pour expliquer celle de 2024. Plutôt que de conclure à un non-sens ou, pire, à une forme d'irrationalité, il me semble qu'il nous faut envisager un autre mode de rationalité : la rationalité fictionnelle.

Cliffhanger. La rationalité fictionnelle, c'est un mode de raisonnement qui repose sur la croyance dans les effets d'entraînement du récit. Conceptualisée par Aristote dans le neuvième chapitre de la Poétique, la rationalité fictionnelle stipule que le propre d'un récit est de renverser les apparences : on passe du malheur au bonheur, de l'infortune à la prospérité, de l'ignorance au savoir. Dans sa structure même, un récit a pour caractéristique de narrer la transformation d'état du héros, au travers de péripéties qui retracent un enchaînement de causes et d'effets. D'où

«Voilà que se déroule sous nos yeux la première "dissolution Netflix", qui emprunte aux codes de la forme fictionnelle la plus puissante de notre époque, la série, pour faire exister la bataille politique »

le principe aristotélicien de la « causalité paradoxale » : la vérité s'impose comme retournement de ce que les apparences laissent attendre.

C'est avec cette forme de rationalité que la dissolution de l'Assemblée nationale prend tout son sens. Reprenons les différents éléments du schéma actanciel, qu'on nous a tous enseigné lors du bac français. La situation initiale est compliquée, voire désespérée ? La force du renversement n'en sera que plus savoureuse. L'objet de la quête ? Dramatisé à souhait : éviter l'arrivée au pouvoir « des extrêmes », gauches et droites confondues. Les opposants, au sens d'événements ou de personnages en situation d'adversité ? Là encore, le curseur est poussé au maximum :

la campagne est réduite à sa durée minimale (vingt jours), et les adversaires politiques du « bloc central » sont portraitisés en figures du mal absolu.

Nous connaissons la dissolution de convenance ou de confort, voilà que se déroule sous nos yeux la première « dissolution Netflix », une dissolution qui emprunte aux codes de la forme fictionnelle la plus puissante de notre époque, la série, pour faire exister la bataille politique : une annonce choc, sous la forme d'un cliffhanger ; des rebondissements en cascade, sous la forme d'arcs narratifs qui mobilisent plusieurs grandes figures archétypales - la réconciliation familiale, avec Marion Maréchal ; le retour du Phénix, avec François Hollande ; etc. Est-ce tout à fait par hasard que, lors de sa conférence de presse, le président de la République a explicitement parlé de la « fièvre extrême », citant là l'une des séries les plus en vue de cette année - *La Fièvre* (Canal+) ?

Tout ceci pourrait prêter à sourire, si cela n'engageait profondément l'avenir du pays. En endossant le rôle d'un président scénariste, semblant miser tous ses espoirs sur un hypothétique retournement narratif, Emmanuel Macron s'appuie sur ce que le psychologue américain Jérôme Bruner appelait la « construction narrative de la réalité ».

Sidération. Voilà le premier problème : confondre la réalité et sa représentation, les faits politiques et leurs possibles retournements dans le récit. Comme si l'effet de récit était susceptible, à lui tout seul, de renverser

« Toutes les enquêtes d'opinion le montrent : Emmanuel Macron, largement décrédibilisé, n'est plus en situation d'être un "messenger de confiance", condition nécessaire pour créer un récit qui entraîne les foules »

le réel politique. Rappelons que l'un des prérequis de la rationalité fictionnelle, c'est la puissance du narrateur. La recherche en communication l'a bien montré : avant même le contenu d'un message (le « quoi »), c'est l'émetteur (le « qui ») qui détermine le taux d'écoute. Or, toutes les enquêtes d'opinion le montrent : Emmanuel Macron, largement décrédibilisé, n'est plus en situation d'être un « messenger de confiance », condition nécessaire pour créer un récit qui entraîne les foules.

Dernier élément : ses propres alliés, ou « adjuvants » pour rester dans le vocabulaire de la narratologie, semblent manquer à l'appel. L'une des clés de réussite de la dissolution était de prendre de court les oppositions, lui permettant ainsi de disposer d'un précieux temps d'avance sur tout le monde. J'en suis persuadé, l'un des paris de l'Elysée était de capitaliser sur le choc psychique et l'état de sidération engendré, censé altérer le bon fonctionnement logique des états-majors adverses - c'est en cela que j'ai parlé d'un « coup d'Etat psychique », pour caractériser cet acte politique doté d'une gigantesque force de déstabilisation psychopolitique. Le problème, c'est que c'est finalement son propre camp qui semble le plus profondément ébranlé - et ce, du Premier ministre qui disparaît des radars pendant 48 heures, aux députés de la majorité, sonnés par une décision violente qui les oblige à battre campagne avec un fort vent de face.

On imagine que le président de la République se serait bien présenté dans les 577 circonscriptions, s'il l'avait pu - au fond, ne croit-il pas être le seul capable de renverser la situation ? En attendant, sa rationalité fictionnelle bute sur une réalité : son avenir politique dépend encore de celui de sa majorité parlementaire. La suite au prochain épisode...

Raphaël Llorca, communicant, essayiste, est codirecteur de l'Observatoire « Marques, imaginaires de consommation et Politique » à la Fondation Jean-Jaurès.

Retrouvez toutes nos chroniques
sur lopinion.fr

Lundi s'est tenu sur la Seine un test grandeur nature de l'événement, qui se déroulera hors d'un stade pour la première fois dans l'histoire des JO

Cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques: jusqu'ici, tout va bien...

The Show must go on

Pendant la répétition de la Cérémonie d'ouverture, la ministre des Sports Amélie Oudéa-Castéra a esquivé les questions relatives à un possible remaniement gouvernemental après les élections législatives. **Chaque partie prenante de l'organisation des Jeux de Paris veut se montrer concentrée à la tâche** et imperméable aux remous politiques du moment.

Jon Elizalde

CONTINUER À AVANCER, comme si de rien n'était... A un peu plus d'un mois de la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques, des répétitions se sont tenu lundi matin sur la Seine, dans les conditions presque réelles : 55 bateaux ont parcouru les six kilomètres séparant le pont d'Austerlitz de celui d'Iéna en 45 minutes. Un essai grandeur nature permettant de mettre à l'épreuve in vivo le timing prévu du ballet des navires, mais aussi de tester les pontons où embarqueront et débarqueront les milliers d'athlètes et danseurs, le soir du 26 juillet.

Adjoint au maire de Paris en charge du sport et des Jeux olympiques, Pierre Rabadan a salué l'« excellent travail de coordination » des capitaines de bateaux, comparant l'exercice à « la préparation d'une équipe à la veille d'une performance ». L'occasion aussi pour Laurent Nuñez de tester le dispositif de sécurité, jugé « très robuste », autour des embarcations. Le préfet de police de Paris a assuré n'avoir « aucune inquiétude » à ce sujet.

Plan « A majuscule ». Thierry Reboul, directeur des cérémonies et événements spéciaux à Paris 2024 a, lui, salué le « succès » de ce test et exprimé sa « grande satisfaction ». « L'objectif prioritaire était que chaque bateau montre sa capacité à s'intégrer dans le timing extrêmement précis du 26 juillet. Les embarcations doivent être au bon endroit au bon moment, et cela se joue parfois à la seconde. » Ce satisfecit général fait dire à Amélie Oudéa-Castéra, ministre des Sports et des JO, que c'est bien le plan A qui sera mis en œuvre, « et même le plan A majuscule ».

Les journalistes présents, parmi lesquels de nombreux étrangers, ont pu découvrir à cette occasion que les barges qui formeront le cortège de la cérémonie ne sont autres que les bateaux-mouches navigant habituellement sur le fleuve transformés pour l'occasion en moyens de locomotion pour les délégations olympiques et les artistes composant les douze tableaux du spectacle imaginé par Thomas Jolly et dont on ne sait toujours rien. Lundi prochain aura lieu une nouvelle répétition, complète celle-là puisque l'intégralité des bateaux de la cérémonie - ils seront 94, dont 9 de réserve - y participera.

Malgré cet océan de sourires et d'autosatisfaction, il était bien difficile de ne pas voir l'énorme « elephant in the room » encombrant la conférence de presse organisée sur les bords de Seine, face à la Tour Eiffel : dans deux semaines, les élections législatives pourraient déboucher sur une nouvelle majorité parlementaire, permettant au Rassemblement national ou à La France insoumise d'accéder à Matignon, quelques jours à peine avant le début des Jeux de Paris. Laurent Nuñez a fait valoir l'obligation de réserve qui lui incombe comme à tous les hauts fonctionnaires, promettant donc une continuité d'Etat.

La météo à la rescousse. La ministre des Sports s'attendait évidemment à être interrogée à ce sujet et avait donc étudié des éléments de langage, qu'elle a répétés à plusieurs reprises, en français comme en anglais : « Extrêmement concentrés à la tâche », « continuer le travail de construction », « donner du bonheur les athlètes du monde entier », « rendre fiers les Français », « cette équipe est au travail ici et maintenant », etc.

Mais Amélie Oudéa-Castéra a fini par sortir, un peu, de cette communication ultracadrée pour réagir à la prise de position de Kylian Mbappé qui, dimanche, a appelé « les jeunes à aller voter » car « les extrêmes sont aux portes du pouvoir ». « J'espère qu'on va faire le bon choix et qu'on sera fier de porter encore ce maillot le 7 juillet », avait aussi déclaré le capitaine des Bleus. « Nos athlètes ont envie de faire entendre leur voix, a salué

la ministre. C'est leur liberté de citoyens. On est dans un moment critique, et je pense que c'est une belle attitude, courageuse, engagée, qui peut être saluée et qui est vraiment profondément respectable. Kylian a parlé de manière absolument exemplaire, avec ses mots. Il a voulu parler à la jeunesse, dans un moment totalement inédit et décisif pour l'avenir de notre pays. »

Quant aux inquiétudes relatives à la qualité de l'eau de la Seine, où doivent se dérouler les épreuves olympiques de triathlon et de natation marathon, « AOC » y a répondu par un optimisme matiné de méthode Coué : « Il ne faut pas nous demander d'être prêts avant l'heure, nous le serons le jour J ! Nous sommes confiants. Toutes les infrastructures [prévues par le plan baignade] ont été livrées à temps, toutes les péniches ont été raccordées au tout-à-l'égout... Il nous reste 40 jours, d'ici là il y aura moins de pluie et plus de soleil. La météo va nous aider ! »

@Jon_Elizalde



Lundi, la répétition grandeur nature de la cérémonie d'ouverture des JO de Paris a mobilisé 55 bateaux sur la Seine.

Nos futurs

Le pic pétrolier n'aura pas lieu

La chronique de Antoine Buéno



DANS UN RÉCENT ARTICLE intitulé « Fin du pétrole ? Jean-Marc Jancovici à côté de la plaque », l'Opinion révélait que, selon les derniers calculs de l'Agence internationale de l'énergie, loin d'approcher la pénurie d'or noir, le monde s'acheminait vers un excédent de production de pétrole à l'horizon 2030. Or, cela devrait être encore le cas dans... 150 ans !

C'est en effet la conclusion que l'on peut tirer d'une incroyable nouvelle, pourtant passée relativement inaperçue en France : la Russie a découvert sous l'Antarctique un gisement pétrolier évalué à 511 milliards de barils...

Le chiffre peut paraître abstrait. Mettons-le en perspective. Aujourd'hui, le monde consomme 100 millions de barils par jour. Soit 3,65 milliards de barils par an. 511 milliards de barils correspondent ainsi à 140 ans de la consommation actuelle... Auxquelles il faut bien sûr ajouter ce qu'il reste des gisements aujourd'hui exploités.

Les analystes ont commenté la nouvelle sous deux angles. D'un point de vue géopolitique, c'est une très mauvaise nouvelle car ce gisement va être une source de tensions supplémentaire dans un monde qui n'en avait pas besoin. Mauvaise nouvelle écologique aussi. D'abord parce que l'Antarctique est jusqu'ici considéré comme un continent sanctuaire. Mauvaise nouvelle aussi bien sûr pour le climat : un tel gisement pétrolier ne va pas inciter à sortir des énergies fossiles...

Épuisement. Et pourtant, d'un point de vue prospectif, il faut nuancer. Cette nouvelle a en effet de quoi radicalement changer notre vision de l'avenir. Et pas que pour le pire. Car elle invalide la thèse du « pic pétrolier ». L'expression désigne le moment où l'épuisement de l'or noir conduit sa production à plafonner avant de décroître. Elle trouve ses origines dans les travaux du géologue Marion K. Hubbert qui

« Même dans un monde bas carbone, nous aurons encore longtemps besoin de pétrole pour des usages non substituables »

annonça, en 1956, que le pic de pétrole conventionnel américain interviendrait entre 1965 et 1970. Extraordinaire prescience de Hubbert puisque la production américaine de pétrole conventionnel commença à décliner en 1970.

La thèse du pic pétrolier a été érigée en socle de l'écologisme et des théories de l'effondrement depuis plus de cinquante ans. L'idée est la suivante : nous allons manquer de pétrole et aucune énergie ne pourra jamais le remplacer. La civilisation thermo-industrielle, née de l'exploitation des énergies fossiles, est donc vouée à disparaître avec cette dernière. Dans l'imaginaire populaire, c'est le scénario de *Mad Max*.

La découverte du gisement antarctique invalide la première partie de la proposition : non, nous n'allons pas manquer de pétrole. Donc notre monde ne peut pas s'effondrer en raison d'une « panne sèche ». Et tout l'enjeu de la transition énergétique est d'invalider la seconde partie de la proposition : prouver que l'on peut déployer un mix énergétique décarboné capable de remplacer les énergies fossiles.

Écarter le scénario de la panne sèche est plutôt une bonne nouvelle. D'autant plus que, même dans un monde bas carbone, nous aurons encore longtemps besoin de pétrole pour des usages non substituables. Pour mémoire, même l'aspirine est fabriquée à partir de pétrole... De plus, en termes quantitatifs, l'explosion des réserves de pétrole exploitable ne change rien à la problématique climatique. Avant elle, nous avions déjà assez d'énergie fossile pour provoquer un réchauffement cataclysmique.

En revanche, cela signifie que la transition énergétique ne nous sera pas imposée par des contraintes géophysiques. Elle ne dépend que de nous. Puisque le pic pétrolier n'aura pas lieu, notre responsabilité est totale.

Antoine Buéno est conseiller au Sénat, essayiste et conférencier.

Deux décisions ont donné raison à l'Etat, qui avait accordé des dérogations d'usage pour des produits phytosanitaires

La justice déjuge les associations antipesticides en invoquant la science

Raison

Le tribunal administratif de Melun a rejeté, le 13 juin, la demande de suspension d'une autorisation temporaire d'utiliser un herbicide, l'Avanza, accordée aux riziculteurs de Camargue. La justice estime, contrairement aux associations France Nature Environnement et Générations Futures, que **le produit, dans des conditions d'utilisation correctes, n'a pas d'effet direct et significatif sur l'Environnement.**

Emmanuelle Ducros

VOILÀ QUATRE ANS que les riziculteurs français ont accès, dérogation après dérogation, à l'herbicide Avanza, qui permet de lutter contre les herbes indésirables compromettant la culture de la céréale aquatique.

Ils peuvent utiliser le produit exceptionnellement 120 jours par an. L'idée ne plaît pas aux associations environnementalistes France Nature Environnement et Générations Futures. Après une chronique du média environnemental Vakita en mars 2024 expliquant « qu'avec l'Avanza, tout crève », elles avaient saisi la justice administrative en référé. Elles espéraient la suspension de l'autorisation de mise sur le marché dérogatoire du produit. Lequel a, selon elles, « des effets néfastes sur l'écosystème de Camargue et les espèces aquatiques ».

Le tribunal administratif de Melun les a

déboutées, le 13 juin. Il estime « qu'elles ne font état d'aucun élément de nature à remettre sérieusement en cause » les connaissances scientifiques et techniques actuelles. « L'Avanza est un produit en cours d'homologation, explique Timothée Dufour, l'avocat de la firme et du syndicat des riziculteurs. Malte a été chargée par l'Efsa, l'agence sanitaire européenne, de l'évaluation. L'état des connaissances actuelles fait ressortir un risque acceptable, dans les conditions d'utilisations préconisées. Les associations se sont appuyées sur des usages massifs, qui n'ont rien à voir avec la réalité des pratiques, testées par Malte. Le juge a fait confiance à la science, en ne se laissant pas influencer par la pression sociale. »

Jurisprudence. La décision est intéressante. Elle ne concerne pas, en effet, un produit avec un mauvais profil toxicologique, méritant de sortir du marché. Au contraire, elle concerne un produit « en avance de phase », c'est-à-dire qui peut espérer une homologation devenue rare, au vu du resserrement des exigences sanitaires. Un retrait de l'AMM par la justice aurait signifié l'impossibilité de substituer le plus tôt possible des produits plus « légers » à des produits au profil lourd.

« Si l'Avanza a bénéficié d'une dérogation, expliquent les services du ministère de l'Agriculture, c'est que le processus d'évaluation écarte les risques importants. Les phytosanitaires ne sont pas neutres pour l'environne-

ment ou la santé, mais l'Avanza n'appartient pas à la catégorie des produits les plus risqués, dits CMRI ou 2, pour la plupart interdits. »

Les associations peuvent faire appel, mais la jurisprudence ne leur est pas favorable. A l'échelon supérieur, le Conseil d'Etat a rejeté, le 24 mai 2024, une requête similaire d'Agir pour l'environnement. L'association s'inquiétait de la dérogation accordée à un insecticide, le Movento, pour lutter contre les pucerons de la betterave. Un produit qui est, lui, voué à disparaître l'an prochain. Dans sa décision, le juge a précisé que l'association a invoqué des effets nocifs sur l'environnement sans produire « aucun élément précis étayant le risque invoqué ». La « condition d'urgence » mise en avant par l'association pour casser l'autorisation ne se justifiait donc pas. La science, encore.

« Nous avons fait ce qu'il faut pour permettre à notre filière rizicole de produire, dans des conditions correctes de concurrence, et avec un produit qui présente un profil de risque acceptable, explique le ministère de l'Agriculture. Le même produit est utilisé par dérogation en Italie, en Espagne, en Grèce et au Portugal. Pour remettre les choses en perspective, six molécules sont autorisées en France pour les riziculteurs, quand le riz importé d'Inde ou du Pakistan peut recevoir jusqu'à 30 traitements différents. 18 d'entre eux n'ont jamais franchi les évaluations de l'Efsa, tant leur profil est problématique. »

@emma_ducros

En coulisse, ses proches assurent que le républicain n'abandonnera pas Kiev. Mais en public, il les contredit ouvertement

Ukraine: le message brouillé de Trump et de ses soutiens

Ambiguïtés

Lors du sommet pour la paix organisé en Suisse, la vice-présidente américaine Kamala Harris a annoncé un nouveau paquet d'aides de 1,5 milliard de dollars pour l'Ukraine.

Lola Ovarlez

SI KIEV VENAIT À PERDRE la guerre contre Moscou dans les années à venir, une question hanterait l'Occident : qui a perdu l'Ukraine ? Aujourd'hui, les Européens et une partie des Américains sont déjà prêts à répondre : si Donald Trump remporte l'élection présidentielle en novembre, il en sera inévitablement responsable. Leur inquiétude est, qu'une fois de retour à la Maison Blanche, l'ex-président mettrait fin à toute aide américaine à l'Ukraine, forcerait Kiev à céder des territoires à la Russie pour obtenir un accord de paix et tenterait de détruire l'Otan de l'intérieur.

Les soutiens de Donald Trump font campagne pour tenter de prouver le contraire. Le forum Black Sea Security a organisé au moins deux conférences sur la question de la guerre en Ukraine. Ce week-end, une table ronde a spécifiquement porté sur les implications de la réélection de l'ex-président - et les avis étaient optimistes. « Donald Trump serait un soutien remarquable », a assuré Michael Ryan, ancien membre du Département de défense du milliardaire, notant qu'il a été le premier à autoriser l'envoi d'armes létales à l'Ukraine en 2018. « Il reconnaîtra le danger de ne pas dissuader les gouvernements revanchards comme la Russie », a surenchéri de son côté George Bodgen, chercheur à l'université de Columbia. A leurs côtés se trouvait également Troup Hemenway, directeur associé du Projet 2025 de la Heritage Foundation, le think tank à l'origine du programme radical de Donald Trump en cas de victoire.

« Contreproductif ». La position de Donald Trump est, pour eux, simplement mal comprise. Il veut, certes, réduire l'aide à l'Ukraine, mais il n'entend pas l'arrêter, espérant en priorité que « l'argent soit rendu aux Etats-Unis », a précisé le membre du think tank conservateur. Surtout, il veut mettre fin à la guerre, sans préciser comment ni à quelles conditions. « Il joue la carte de l'ambiguïté stratégique. Pourquoi voudrait-il que les Russes sachent ce qu'il a en tête ? Ce serait contreproductif », assure Monika Palotai, la modératrice de cette table ronde, auprès de l'Opinion.

Selon elle, la présence d'anciens collaborateurs de Donald Trump en Ukraine, et notamment à Odessa, est la preuve qu'il y a une volonté de son côté de voir la guerre se terminer. Aussi faut-il les croire lorsqu'ils assurent que le milliardaire n'a pas intérêt à abandonner Kiev. « Ils ont travaillé avec lui, ils savent ce qu'il pense », assure-t-elle. Mais tout le monde n'a pas bu de ce poison. « Les participants de la discussion connaissent peut-être Donald Trump, mais John Bolton a travaillé avec lui et il assure qu'il est dangereux ! », s'énervait Edward P. Joseph, professeur à la Johns Hopkins SAIS, qui a assisté à la conférence.

Selon lui, il n'y a qu'à regarder les mots et les actes de Donald Trump ces dernières années. En 2018, il a menacé de quitter l'Otan, même si Michael Ryan assure qu'il « ne voulait qu'une alliance plus forte ». En février dernier, il a osé dire qu'il encourageait Vladimir Poutine à attriquer ses membres. Pas plus tard que samedi, il a assuré qu'il mettrait fin à l'aide américaine à l'Ukraine, se moquant au passage du président ukrainien : « M. Zelensky est peut-être le plus grand vendeur de tous les temps. A chaque fois qu'il vient dans notre pays, il repart avec 60 milliards de dollars. Je réglerai cette question avant d'entrer à la Maison Blanche en tant que président élu. Il faut que ça s'arrête. »

Surtout, aucun membre de la table ronde n'a évoqué les plans de Donald Trump, rapportés par le *Washington Post*, qui envisage de céder des territoires ukrainiens à la Russie pour rétablir la paix. « Les participants ont laissé croire qu'il parviendrait à négocier avec Vladimir Poutine. Mais Donald Trump est très impulsif, et il est aussi un très mauvais négociateur. En 2018, il a cédé aux demandes de Kim Jong-un pour s'entretenir ensemble et leur discussion n'a abouti à absolument rien », rappelle fermement Edward P. Joseph.

Dans l'espoir que ces collaborateurs aient raison, l'Ukraine tente, de son côté, de rallier



SIPA PRESS

« M. Zelensky est peut-être le plus grand vendeur de tous les temps. A chaque fois qu'il vient dans notre pays, il repart avec 60 milliards de dollars », a déclaré Donald Trump.

l'ex-président à son camp. « Nous devrions l'aider, s'il devient président, à faire de l'histoire de l'Ukraine l'histoire de son succès en tant qu'homme politique », a affirmé le parlementaire Oleksandr Merezko lors de la conférence à Odessa, faisant écho aux nombreuses perches tendues par le président Volodymyr Zelensky. Après tout, « Trump aime soutenir un gagnant et il aime s'en attribuer le mérite », a rappelé Michael Ryan. Il pensait à l'Ukraine lorsqu'il a prononcé ses mots. Mais si la Russie l'emportait ?

@lolaovarlez X

Les libéraux, partenaires de gouvernement d'Olaf Scholz, souhaitent réformer le dispositif, qu'ils jugent coûteux et mal ciblé

Retraite anticipée et carrières longues: les leçons allemandes

Miroir

Jordan Bardella, le président du RN, a pour objectif que ceux qui ont commencé à travailler avant 20 ans « puissent partir avec 40 annuités ». L'Allemagne possède un tel dispositif depuis 2014. Plébiscité par la population, il fait l'objet de critiques sur son coût et son impact sur le manque de main-d'œuvre.

Luc André (à Berlin)

DEPUIS L'ANNONCE de la dissolution, le RN a nuancé ses projets pour les retraites. Le dossier ne fait pas partie de ses priorités en cas d'accès au pouvoir le 7 juillet. Jordan Bardella a ainsi écarté l'abrogation du passage de l'âge légal de la retraite à 64 ans, découlant de la réforme de 2023. En revanche, la formation d'extrême droite maintient sa proposition d'un départ à 60 ans pour les actifs ayant commencé à travailler avant 20 ans.

Un coup d'œil de l'autre côté du Rhin peut éclairer sur les implications économiques d'une telle mesure en faveur des carrières longues. L'Allemagne dispose d'un dispositif comparable depuis 2014 à l'initiative des sociaux-démocrates alors en coalition avec Angela Merkel. Il permettait de partir à l'origine à 63 ans après 45 années de cotisation. Désormais le seuil, couplé à l'évolution du régime classique, est supérieur à 64 ans. Il atteindra 65 ans en 2029.

Le sujet est devenu une source de disputes au sein de la coalition d'Olaf Scholz. Les libéraux du FDP tirent à boulets rouges, comme l'opposition conservatrice, sur ce modèle qui concerne un petit tiers des départs en retraite, soit 279 000 personnes en 2023.

La « retraite à 63 ans », comme elle continue à être appelée en Allemagne, est accusée de plomber des comptes publics mal en point alors que Berlin va subventionner les retraites à hauteur de 127 milliards d'euros cette année. Les dépenses ont atteint 4,3 milliards en mars. Le gouvernement, interrogé récemment par

Lundi en mer de Chine, un nouvel incident s'est produit dans une zone contestée par les Philippines et la Chine

Les tensions entre Pékin et Manille continuent de monter

Volcan

La semaine dernière, les Philippines ont déposé auprès d'un organe des Nations unies une demande d'extension de leur plateau continental au large de la province occidentale de Palawan, en mer de Chine méridionale. Cette initiative percute les revendications territoriales de la Chine dans la zone.

Claude Leblanc

IL N'AURA PAS FALLU attendre longtemps avant que le premier incident grave se produise entre des navires philippins et chinois en mer de Chine méridionale après l'entrée en vigueur, samedi, d'une nouvelle réglementation chinoise autorisant les garde-côtes à détenir les étrangers accusés d'intrusion dans cette zone, dont la Pékin revendique près de 90% de la superficie.

En vertu de ce texte, les étrangers accusés d'être entrés illégalement dans les eaux chinoises peuvent être détenus jusqu'à 60 jours sans procès. Les Philippines ont immédiatement dénoncé sa mise en œuvre unilatérale, le président Ferdinand Marcos Jr. estimant la disposition « totalement inacceptable ». Manille avait intensifié les patrouilles dès avant sa mise en place, ce qui a facilité la multiplication des accrochages entre bateaux philippins et chinois.

Celui qui s'est produit entre un bâtiment des garde-côtes chinois et un navire de ravitaillement philippin, lundi matin, en est la

première illustration. Ce dernier « a ignoré plusieurs avertissements sévères de la partie chinoise... il s'est approché dangereusement et de manière non professionnelle des navires chinois qui naviguaient normalement, ce qui a entraîné une collision », ont indiqué les garde-côtes chinois dans un communiqué.

L'incident s'est produit à proximité du Second Thomas Shoal où est échoué depuis 1999 le BRP Sierra Madre, un navire de guerre échoué qui sert d'avant-poste aux Philippines pour rappeler que cette zone fait partie de leur territoire. L'armée philippine a qualifié les affirmations de Pékin sur l'incident de « trompeuses et mensongères ». Ce n'est pas la première fois que les Chinois et les Philippines s'opposent à cet endroit. Le mois dernier, les garde-côtes chinois ont saisi des vivres largués par avion aux soldats philippins stationnés sur le bâtiment.

« Le principal problème reste la présence et les actions illégales de navires chinois dans la zone économique exclusive des Philippines, qui portent atteinte à notre souveraineté et à nos droits souverains », ont ajouté les forces militaires philippines. Ferdinand Marcos Jr. a, pour sa part, déclaré que si un citoyen de son pays était tué « par un acte délibéré », on serait très proche d'un « acte de guerre ».

Lors de son discours, le 31 mai à Singapour, dans le cadre du Dialogue du Shangri-La, il avait fustigé l'attitude de la Chine. « Les tentatives d'application de lois et de réglementations nationales au-delà du territoire et de la juridiction d'un pays violent le droit international, exacerbent les tensions et compromettent la paix et la sécurité régionales », avait-il lancé avant d'ajouter que « la résolution des différends maritimes, notamment en mer de Chine orientale et en mer de Chine méridionale, nécessitait l'adhésion au droit international, en particulier à la CNUDM (Convention des Nations unies sur le droit de la mer). »

« Canons à eau ». En juillet 2016, la Cour arbitrale de La Haye a rejeté l'ensemble des revendications chinoises sur la mer de Chine méridionale à la demande des Philippines. Mais Pékin n'en a pas tenu compte et a maintenu ses positions - le sujet étant mis entre parenthèses par les deux parties sous la présidence de Rodrigo Duterte dans un souci d'apaisement.

Depuis son élection à la présidence en 2022, Ferdinand Marcos Jr. a changé la politique philippine en renforçant les liens avec les Etats-Unis. Il a condamné les diverses ac-

Depuis son élection à la présidence en 2022, Ferdinand Marcos Jr. a changé la politique philippine en renforçant les liens avec les Etats-Unis

tions de la Chine. Son rapprochement avec Washington lui a permis d'obtenir le soutien de l'administration Biden, lequel s'est traduit par un accès plus grand aux bases militaires pour les troupes américaines, des patrouilles conjointes en mer de Chine méridionale et une plus grande coopération économique. Dès lors, les face-à-face en mer entre Pékin et Manille se sont multipliés. Et, plus récemment, le Sabina Shoal - un récif connu sous le nom d'Escoda Shoal aux Philippines -, situé à environ 139 kilomètres à l'ouest de Palawan, la province insulaire la plus occidentale des Philippines, a fait l'objet de tensions.

Les membres du G7 ont dénoncé, lors de leur sommet en Italie à la fin de la semaine, « l'utilisation dangereuse des garde-côtes et des milices maritimes » en mer de Chine méridionale et « l'utilisation croissante de manœuvres dangereuses et de canons à eau » contre les navires philippins. L'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation ajoute une dose supplémentaire de tensions entre les deux pays, sachant que la possibilité de détenir des ressortissants philippins peut amener à une vive réaction de l'opinion publique aux Philippines. Selon un sondage réalisé en mars, mais publié il y a une semaine par l'institut Octa Research, 73% des personnes interrogées sont favorables à « une plus grande affirmation des droits territoriaux des Philippines par le biais d'une action militaire ».

@Japonline X

Avec Kylian Mbappé et Squeezie, une nouvelle génération appelle à faire barrage au RN. Une position plus difficile à tenir, à l'heure où un jeune électeur sur trois vote pour ce parti

Pourquoi les influenceurs « emmerdent » encore le Rassemblement national

Nouveau monde

Aux européennes, 28% des 18-34 ans ont voté RN, selon l'Ifop. 27% ont voté pour les insoumis, 3% pour les communistes, 10% pour les écologistes et 9% pour les socialistes. 63% des jeunes de cette tranche d'âge se sont abstenus.

Nina Jackowski, Antoine Oberdorff et Sarah Spitz

JORDAN BARDELLA est interloqué. Comment ? Squeezie, deuxième Youtuber de France, qui se garde bien de parler de politique - sujet hautement sensible sur les réseaux sociaux - ose appeler à faire barrage au RN pour les législatives ? Le leader du parti le découvre vendredi, depuis le Loiret, interrogé par BFMTV. La chaîne lui rapporte le long message publié sur Instagram par l'influenceur, qui dit s'opposer « fermement à une idéologie extrême qui prône la haine et la discrimination ». Influenceur en son genre avec ses 1,6 million d'abonnés sur TikTok, Jordan Bardella riposte sans attendre : « Il faut surtout respecter les Français qui ont beaucoup de problèmes de pouvoir d'achat et n'ont pas la chance de bénéficier de revenus très importants. »

Avec près de 9 millions d'abonnés sur Instagram et 19 millions sur Youtube, Squeezie peut-il « emmerder le Front national » comme le scandaient ses prédécesseurs ? Jordan Bardella décide de se saisir immédiatement du sujet. Il poste une « lettre ouverte à tous les jeunes qui suivent Squeezie », reprenant la même charte graphique que son contempteur. Tous deux ont 28 ans, les mêmes codes, connaissent la viralité des plateformes. Le chef du RN avait aussi sa propre chaîne YouTube, récemment exhumée, où il commentait ses parties de jeux vidéo. « Il faut être l'homme de son époque », dit-il en privé aux plus sceptiques, qui lui reprochent d'avoir les réseaux sociaux pour seul fief électoral. Soit, ceux qu'utilisent 70% des 15-34 ans pour s'informer, selon Médiamétrie. Les mêmes qui se sont abstenus à 63% aux européennes, d'après l'Ifop, et constituent donc, des réserves de voix.

Il y a quarante ans, en 1983, Yves Montand, Simone Signoret ou encore Simone de Beauvoir s'offusquaient de l'alliance entre la droite et l'extrême droite. L'année suivante, Bérurier noir répétait douze fois le mythique slogan « la jeunesse emmerde le Front national » dans sa chanson *Porcherie*. En 2004, c'est la rappeuse Diam's qui dépoussière l'expression dans *Marine*. Mais, à l'époque, le coût réputationnel de cet engagement était moindre : les jeunes ne votaient pas Front national.

Inédit. Aujourd'hui, alors que 28% des 18-34 ans ont voté RN aux européennes (Ifop), l'enjeu est tout autre. « Pour un créateur de contenu aussi puissant que Squeezie, c'est inédit d'avoir eu une prise de parole aussi claire », estime Thomas Khaski, expert en communication stratégique et fondateur de l'agence Format. L'engagement est coûteux : le risque est grand de perdre des abonnés déçus par une prise de position politique.

D'autres jeunes stars des réseaux sociaux se sont pourtant exprimées comme Squeezie. Lena Situations, influenceuse mode de 26 ans, a partagé jeudi dernier auprès de 5 millions d'abonnés sur Instagram une story (publication éphémère) où elle incite à voter « contre l'extrême droite, contre la xénophobie, contre l'intolérance ». L'humoriste Mister V, 30 ans et autant d'abonnés, en a fait de même, appelant à aller voter, « et bien sûr, pas pour des fâs de merde ». Comprendre : les représentants de l'extrême droite.

Le milieu sportif est lui aussi sorti sur le terrain politique. L'attaquant de l'équipe de France Marcus Thuram, fils de Lilian, a appelé ses supporters à « se battre pour que le RN ne passe pas » aux prochaines législatives. Plus qu'un appel au sursaut civique, Marcus Thuram a délivré une consigne de vote anti-RN, s'inscrivant ainsi dans les pas d'un autre meneur de jeu, Zinédine Zidane. En avril 2002, alors que Jean-Marie Le Pen accédait pour la première fois au second



Kylian Mbappé (à gauche) et le Youtuber Squeezie (à droite) ont appelé à ne pas voter pour le Rassemblement national de Jordan Bardella.

tour de la présidentielle, la star d'un collectif « black, blanc, beur » se dressait contre « un parti qui ne correspond pas du tout aux valeurs de la France ».

Vingt-deux ans plus tard, la levée de boucliers est si forte que la Fédération française de football (FFF) a mis en garde contre « l'utilisation politique » des Bleus en plein Euro de football. Visiblement, Kylian Mbappé n'entend pas tenir compte de ce devoir de réserve. En conférence de presse le 16 juin, le joueur originaire de Bondy en Seine-Saint-Denis s'est prononcé « contre les extrêmes et les idées qui divisent ». « J'espère qu'on sera encore fiers de porter ce maillot le 7 juillet », a-t-il ajouté à la veille de premier match des Bleus dans la compétition. Lundi encore, Thierry Henry, le sélectionneur de l'équipe de France aux JO, l'a soutenu, appelant à voter contre les extrêmes.

Boulangier. Mais cette formulation est apparue trop vague. Si bien que lundi, le député RN Julien Odoul tente de renverser l'expression de Kylian Mbappé. « Je partage son aversion pour l'extrémisme, pour les idées qui divisent », affirme-t-il sur LCI, ajoutant partager ce « rejet de la violence, qui est la marque fabrique de l'extrême gauche et de ce nouveau Front Populaire », a-t-il réagi sur LCI. Quand un porte-parole du parti, Andrea Kotarac, l'a renvoyé à son statut de « joueur de foot multimillionnaire ». Tous les léninistes ont été interrogés sur ce « front répu-

Alors, qui pour défendre le RN ? Il y a bien Alice Cordier, militante identitaire, qui a intimé à Squeezie sur X : « Sors un peu du VIII^e, tu comprendras mieux »

blicain » version 2024 dans les matinales. Difficile pour Jordan Bardella de décrédibiliser l'enfant de Bondy, véritable idole de la jeunesse, que lui-même entreprend de séduire.

Alors, qui pour défendre le RN ? Il y a bien Alice Cordier, militante identitaire, qui a intimé à Squeezie sur X : « Sors un peu du VIII^e, tu comprendras mieux », dans une publication vue plus de 5 millions de fois. Il y a presque Tibo InShape, devenu fin mai numéro un de YouTube à la place de Squeezie, qui a appelé sa communauté à « faire ses propres choix ». « Si vous attendez de la part d'un créateur de contenu qu'il lise les programmes à votre place et vous incite à choisir un « camp », alors vous mélangez tout », a tweeté l'influenceur réputé pour ses positions conservatrices, dans un post vu plus de onze millions de fois.

Il y a, enfin, la force de frappe de la sphère médiatique de Bolloré sur laquelle ils peuvent compter. Dans la nouvelle émission de Cyril Hanouna sur Europe 1 lundi, l'animateur évoque la prise de position anti-RN de Marion Cotillard,

en commentant : « on se serait cru dans la boum en 1982 où tout le monde prend la parole » ; avant d'ajouter que ce sont « de vieux athlètes qui ont pris la parole ». Quand CNews interroge en bandeau « Kylian Mbappé s'est-il trop positionné ? » « On nous dit que la gauche domine la sphère culturelle, mais avec CNews etc., ce postulat devient totalement faux », se réjouit un cadre léniniste.

Opportunité. Par ailleurs, la formation à la flamme martèle n'avoir pas besoin de ces figures. « En politique, je préfère le réel au sommet, mon boulanger plutôt qu'un intellectuel de profession. Notre schéma gramscien, ce sont des gens de la base qui deviennent des diffuseurs d'idéologie. C'est comme cela que l'on gagne la bataille culturelle », défend Jérôme Sainte-Marie, directeur du Campus Hemera, l'école du RN, et candidat aux législatives. Toutefois, à chaque question télévisée sur la prise de position de Kylian Mbappé, le RN exhibe la caution morale de l'ancien chasseur de nazis, Serge Klarsfeld. Figure d'autorité dans la communauté juive, il vient d'afficher sa préférence pour le RN face à LFI et son leader Jean-Luc Mélenchon, qu'il juge frappé par l'infamie antisémite.

A gauche, certains ont saisi l'opportunité de s'appuyer sur de telles sphères d'influence pour soutenir leur duel avec l'extrême droite. « Le Front Populaire, ce n'est pas nous. C'est presque plus Lena Situations, Marcus Thuram et Squeezie », a lancé l'Insoumis François Ruffin, de retour sur le front de la Somme pour battre campagne face au RN. L'avant-garde culturelle, des actrices Anna Mouglalis et Marion Cotillard, la réalisatrice Justine Triet, la metteuse en scène Ariane Mnouchkine, l'écrivaine Annie Ernaux, toutes ont pris position en faveur du Nouveau Front populaire. Des collectifs entiers s'organisent, à l'image de Perri-neam, une agence spécialisée dans l'activisme et l'influence. Dimanche, l'agence a invité une quarantaine d'influenceurs dans une vidéo où chacun argue pourquoi il faudrait, selon eux, voter à gauche.

Au RN, une frustration se fait sentir. Par exemple, lorsque la Prix Nobel de littérature Annie Ernaux discours à l'occasion de la séance inaugurale de l'Institut la Boétie, le centre de la formation des insoumis, tandis que celui du RN, le Campus Héméra, reste dépourvu de telles figures. Surtout celle d'Annie Ernaux, qui s'attache à conter le quotidien d'« anonymes », loin des procès en déconnexion. Des léninistes imaginent pourtant des intellectuels tels que Michel Onfray et Michel Houellebecq se rapprocher de leurs idées. Un cadre mariniste trépigne : « Aujourd'hui, le RN est aux portes du pouvoir et aucun intellectuel ne s'est déclaré. Ils sont d'une prudence de sioux mais, vous verrez, une fois qu'on sera au pouvoir, les mêmes assureront avoir envoyé des signaux et compris la France avant tout le monde. »

@Nina_Jacks
@A_Oberdorff
@sarah_spitz

Europa Parlement européen: être au rendez-vous

La chronique de Valérie Hayer



Quelques jours après les élections européennes, c'est l'avenir de notre continent qui se dessine. Alors qu'en France se jouent des élections cruciales pour la destinée du pays, les équilibres politiques au Parlement européen prennent eux aussi forme. On aurait tort d'ériger une distinction imperméable entre les dynamiques qui se jouent à Paris et à Bruxelles. Il en est une qui menace nos démocraties : le renforcement des forces d'extrême droite.

À l'échelle de l'Europe, bien qu'elles soient plus nombreuses depuis le 9 juin, le raz-de-marée annoncé n'a pas eu lieu et ces forces sont loin de l'union, minées par leurs divisions internes et leurs contradictions idéologiques.

L'esprit européen n'est pas un esprit de défaite. Il n'a jamais renoncé à la grandeur de son idéal d'unité et de solidarité. Le Parlement conserve une majorité pro-européenne, dont le groupe Renew Europe sera aux avant-postes. Notre tâche est immense. Nos lignes directrices ? La prospérité, la protection et la souveraineté européenne. Notre levier de succès ? L'art du compromis. C'est ensemble, lors des cinq prochaines années, que nous engrangeons des avancées politiques et législatives, par la négociation et le sens du dialogue constructif.

Nécessité absolue. Cette culture politique est celle de la responsabilité. Notre débat public aura-t-il été renforcé par la campagne des européennes ? Je l'espère. J'ai œuvré à faire entendre cette voix dans le débat national pendant cent jours, à assumer l'esprit de compromis. Le sens des responsabilités doit désormais s'étendre à tous ceux qui aiment notre République et défendent ses valeurs face à ceux qui veulent les piétiner.

Le sens du compromis entre forces républicaines s'impose, sans céder à ceux qui flirtent avec des positions dangereuses pour notre société aux deux extrêmes du spectre politique, les uns démontrant leurs méthodes brutales en reflet de leur vision de la démocratie, les autres dissimulant (mal) leur profonde haine de l'autre - quel qu'il soit. Ils ont pour autre point commun l'appauvrissement programmé de la France et de l'Europe et l'atteinte à notre puissance collective.

L'heure est grave. Alors ce changement de culture politique est une nécessité absolue, à l'heure où notre priorité est limpide : combattre l'extrême droite et son projet mortifère, dans notre pays et sur notre continent.

Ailleurs dans l'Union, elle a déjà révélé son vrai visage. En Hongrie, les opposants politiques et les médias indépendants se voient réduits au silence. En Pologne, c'est l'indépendance des juges qui a été abîmée jusqu'au retour récent des forces démocrates au pouvoir. En Italie, la filiation des enfants vivant dans une famille homoparentale est attaquée. Ce n'est pas un fantasme et ce n'est pas un mythe : partout où elle est élue, l'extrême droite applique un programme... d'extrême droite.

La seule réponse à apporter est l'union des forces démocrates pour faire front commun face aux forces populistes extrêmes. Soyons tous au rendez-vous.

Valérie Hayer est présidente du groupe Renew Europe au Parlement européen.

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.l'opinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. Président, directeur de la publication : Nicolas Beytout. Vice-président, rédacteur en chef : Rémi Godeau. Rédacteurs en chef adjoints : Olivier Bacquzat, Emmanuel Glinisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. BEY MEDIAS PUBLICITÉS - Tél : 01 40 69 46 96. Directrice générale adjointe, commerce : Cécile Colomb. Publicité commerciale : Ronan Deligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. Publicité financière : Nicolas Warrinne. SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@l'opinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. IMPRESSION : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Européisation : Prot 0,022 kg / tonne de papier

**7H-9H
EUROPE 1 MATIN**
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h50 pour sa chronique *Voyage en absurdité*

Aux Etats-Unis, les démocrates continuent de perdre la bataille pour les petites villes

WILSON COUNTY – Christy Fyle a assisté à sa première réunion du Parti républicain du comté de Wilson en 2015, dans une arrière-salle de restaurant, le Pup's Steakhouse.

Moins d'une douzaine de personnes étaient présentes. Elles s'étaient cotisées pour payer la location de la boîte postale du groupe.

Moins de dix ans plus tard, le Grand Old Party [NDLR : GOP, surnom du Parti républicain] du comté de Wilson dispose de son propre siège social dans un parc de bureaux, de 36 000 dollars en banque et d'un dispositif de mobilisation des électeurs qui a aidé les républicains à remporter la majorité dans le comté lors des élections de mi-mandat de 2022, notamment dans les scrutins pour le Sénat et la Chambre de l'Etat.

« Nous touchons des personnes qui n'ont jamais assisté à un événement républicain », se félicite Mme Fyle, âgée de 54 ans. Elle a été la présidente du parti dans le comté pendant toute cette phase d'ascension du GOP local, entre 2016 et 2023, une croissance qui s'est faite au détriment des démocrates.

Depuis 2016, le nombre de démocrates enregistrés a chuté de 19% dans le comté rural de Wilson, tandis que les électeurs non affiliés ont augmenté de 33%. Les affiliations au Parti républicain, quant à elles, sont restées quasiment inchangées. Selon les dirigeants locaux, les efforts se concentreront sur la mobilisation de leurs électeurs pour l'élection présidentielle de novembre.

Le Parti démocrate perd des électeurs ruraux, ce qui constitue un problème particulièrement grave pour la campagne du président Biden en Caroline du Nord, l'Etat le plus rural des Etats pivots



CORNELL WATSON FOR THE WALL STREET JOURNAL

Mécontents à propos de l'économie, de l'immigration et de l'inflation, les électeurs des zones rurales de Caroline du Nord illustrent les difficultés de plus en plus grandes auxquelles Joe Biden est confronté dans les Etats pivots.

de cette année. M. Biden l'a perdu de justesse en 2020.

Les républicains disposent depuis longtemps d'un avantage électoral dans les communautés rurales, mais nombre de ces zones ne se développent pas aussi rapidement que les villes, qui sont devenues des bastions démocrates.

Donald Trump a compensé ce désavantage démographique en stimulant la participation des partisans du GOP dans les petites villes américaines. Mme Fyle fait le pari que les prix élevés de l'essence et des denrées alimentaires feront pencher la balance du côté de son côté en novembre.

« C'est terrible d'avoir à choisir entre acheter des Ruffles [NDLR : une marque de chips] ou une miche de pain », se désolait-elle.

M. Biden, qui s'est déplacé plusieurs fois en Caroline du Nord, est confronté à trois facteurs qui favorisent les républicains. La Caroline du Nord est,

en effet, après le Texas, l'Etat qui compte le plus grand nombre de personnes vivant dans des zones rurales. Le Bureau du recensement définit une zone rurale comme tout endroit comptant moins de 2 000 unités de logement ou une population inférieure à 5 000 habitants. En

politique, la définition du rural se rapporte toutefois plutôt à un état d'esprit.

« La ruralité est devenue autant une identité qu'un lieu, explique Chris Cooper, professeur de sciences politiques.

Lire DEMOCRATES en page 11

Otages israéliens: le sombre secret d'une famille de notables de Gaza

Ahmad Al-Jamal, médecin généraliste de 73 ans, était un pilier de sa communauté.

Il travaillait le matin dans un hôpital public du camp de réfugiés

de Nuseirat, dans la bande de Gaza, et l'après-midi dans sa petite clinique privée, où les habitants le consultaient pour des interventions telles que des circoncisions.

Il était également imam dans une mosquée locale, où la beauté de sa voix lors de la récitation du Coran avait fait sa renommée.

Mais depuis des mois, à la fin de sa journée, il rentrait chez lui, dans l'appartement qu'il partageait avec son fils, sa belle-fille, leurs enfants... et trois otages israéliens qu'ils y cachaient pour le compte du Hamas.

Tout le monde savait à Nuseirat que la famille Al-Jamal était proche de la milice, selon les habitants qui ont parlé au *Wall Street Journal*. En revanche, peu de personnes dans cette zone densément peuplée du centre de la bande de Gaza étaient au courant de ce qui se passait dans la petite pièce sombre de l'appartement de la famille. Le secret était bien gardé.

Les otages et les forces de sécurité israéliennes affirment que le fils d'Ahmad, le journaliste palestinien Abdullah Al-Jamal, âgé de 37 ans, faisait partie des

ravisseurs. Depuis leur chambre verrouillée et surveillée, les otages ont expliqué qu'ils pouvaient entendre Abdullah et sa femme Fatma, phlébologue dans une clinique locale, ainsi que leurs enfants, vaquer à leurs occupations quotidiennes dans l'appartement.

L'immeuble dans lequel ils vivaient rue Bisan n'existe plus. Une frappe aérienne israélienne l'a détruit au début du mois, peu après l'intervention des commandos israéliens dans l'appartement pour exfiltrer les otages, selon les témoignages des habitants. Abdullah, sa femme et son père ont été tués au cours de l'opération, d'après les résidents locaux, qui confirment le déroulement des événements.

Les enfants des Al-Jamal ont, eux, survécu au raid, selon un voisin.

A quelques rues du logement des Al-Jamal, une autre

Lire GAZA en page 11

Avec l'Ozempic, les Américains s'habillent à nouveau en petite taille

Aux Etats-Unis, les marques de vêtements découvrent qu'elles ont tout à gagner à ce que les gens perdent du poids.

Alors que l'Ozempic et les autres médicaments stars de la perte de poids ont fait baisser la demande en régimes et obligé le secteur de l'agroalimentaire à se préparer à une réduction de portions, les vendeurs de vêtements se frottent les mains.

Heureux de leur amincissement, les Américains se ruent en effet dans les magasins pour refaire leur garde-robe, osant coupes plus près du corps et choix audacieux, ont rapporté au *Wall Street Journal* vendeurs et clients. Certaines marques choisissent de remplacer les fermetures éclair par des corsets à lacets pour plus de style.

Une chose est sûre : la tendance touche toutes les marques et tous les styles. S'il n'est pas

certain que les médicaments qui favorisent la perte de poids expliquent cette évolution, les dirigeants du secteur soulignent son caractère tout à fait inédit. C'est aussi un changement radical par rapport à ce qui se faisait depuis plusieurs années, c'est-à-dire faire des vêtements de plus en plus grands pour une Amérique dont l'embonpoint ne cessait d'augmenter.

Selon Deirdre Quinn, directrice générale de Lafayette 148, autour de 5% des clients achètent des vêtements parce qu'ils ont perdu du poids. Souvent, ils passent du 44 au 40, voire au 38. Pour la marque, c'est une double bonne affaire : elle vend davantage donc son chiffre d'affaires augmente, et des vêtements plus petits, donc qui consomment moins de tissu.

Lire OZEMPIC en page 11



Des otages israéliens étaient détenus dans deux immeubles d'habitation du camp de réfugiés de Nuseirat, dans la bande de Gaza.

GAZA

Suite de la page 1

famille liée au Hamas, les Abu Nar, détenait Noa Argamani, selon des habitants du quartier et un responsable israélien. Le rapt de la jeune femme lors du festival Nova a été filmé, ce qui a fait d'elle l'un des otages les plus connus parmi les 250 personnes capturées le 7 octobre.

La famille Abu Nar a également été tuée et son logement

Les décombres de l'endroit où vivait la famille Al-Jamal attirent un flot constant de curieux désireux de voir le lieu où des otages avaient été emprisonnés sous leur nez

détruit, selon des habitants. Ils étaient moins connus dans le quartier que les Al-Jamal.

Les survivants de la famille Al-Jamal ont refusé de réagir ou n'ont pu être joints.

L'opération militaire israélienne menée à Nuseirat le 8 juin a permis de sauver les quatre otages, mais a également conduit à la mort de nombreux Palestiniens dans les violents combats pendant cette mission.

Tsahal a indiqué que les forces spéciales qui ont mené l'opération de sauvetage ont éliminé les miliciens armés du Hamas qui gardaient les otages, mais a refusé de préciser si elles ont tué des membres des familles occupant les deux logements concernés. L'armée n'a pas répondu à une

demande de commentaire sur la destruction des immeubles.

Les décombres de l'endroit où vivait la famille Al-Jamal attirent un flot constant de curieux désireux de voir le lieu où des otages avaient été emprisonnés sous leur nez, racontent certains témoins.

L'opération de sauvetage du 8 juin a été accompagnée de violentes frappes aériennes et a donné lieu à un combat urbain féroce avec le Hamas, semant la mort et la destruction. Dans les jours suivants, les habitants de la région parlaient de la folie d'avoir retenu des otages israéliens en surface, dans un quartier résidentiel situé à proximité d'un marché animé.

Certains étaient surpris par la nouvelle. Dans ce quartier densément urbanisé, il est difficile de garder un secret : même une quinte de toux peut être entendue à travers les murs des immeubles d'habitation bâtis en béton et en parpaings.

D'autres sont furieux que le Hamas ait mis des civils en danger. Selon certains habitants, toute action militaire israélienne dans les rues étroites de Nuseirat ne pouvait se solder que par de nombreux morts et blessés.

Pour des résidents, le Hamas aurait dû détenir les otages dans des tunnels. D'autres estiment qu'ils auraient dû être rendus à Israël dans le cadre d'un accord visant à mettre fin à la guerre. L'impossibilité d'obtenir un cessez-le-feu malgré des mois de négociations suscite une frustration croissante à Gaza, selon les habitants de l'enclave déchirée par le conflit.

« Le Hamas devrait nous donner une carte des zones sûres où nous pouvons rester, car si nous avions su qu'il y avait des otages dans le quartier, nous aurions cherché un autre refuge », témoigne Mustafa Muhammad, 36 ans, qui a fui la ville de Gaza pour s'installer à Nuseirat au début de la guerre avec sa femme et sa fille en bas âge.



Trois otages israéliens étaient détenus dans une pièce de l'appartement d'Ahmad Al-Jamal, un médecin généraliste de 73 ans qui vivait à Nuseirat.

Lorsque le raid aérien a commencé, Muhammad et sa famille se sont retrouvés piégés, sans aucun endroit sûr où aller.

De nombreux otages ont été détenus dans des tunnels, mais d'autres étaient dans des appartements, ce qui peut s'expliquer par la difficulté à déplacer autant de captifs dans une zone de combat actif.

Des habitants de la région expliquent qu'Ahmad et Abdullah Al-Jamal faisaient partie d'une famille nombreuse qui avait de nombreux liens avec le Hamas. Les mosquées de Gaza sont contrôlées par la milice et les imams y exercent leurs fonctions avec son approbation. Le frère d'Ahmad, Abdelrahman, est un élu du Hamas au conseil législatif de Gaza.

Abdullah travaillait également pour l'agence de presse Palestine Now, dirigée par le Hamas, selon le bureau des médias du gouvernement de Gaza – qui a pris acte de

sa mort –, et avait été porte-parole du ministère du Travail de Gaza, également contrôlé par la milice.

Il n'avait jamais caché son soutien à l'attaque menée par le Hamas dans le sud d'Israël le 7 octobre, qui a fait près de 1200 morts, pour la plupart des civils. L'invasion de la bande de Gaza par Israël a coûté la vie à plus de 37 000 personnes, selon les autorités sanitaires palestiniennes, dont les chiffres ne précisent pas combien étaient membres de la milice.

« Louange à Dieu... Oh Dieu, guidez-nous... Oh Dieu, guidez-nous... Oh Dieu, guidez-nous... Oh Dieu, accordez-nous la victoire que vous avez promise », a posté Abdullah sur Facebook le 7 octobre.

Le *Palestine Chronicle* s'est dit attristé par sa mort et a nié toute implication d'Abdullah dans la détention des otages israéliens.

La famille était très appréciée

et populaire à Nuseirat, un camp de réfugiés créé après la guerre israélo-arabe de 1948 qui s'est transformé en zone urbaine dense. Les camps de réfugiés palestiniens, en particulier en Cisjordanie, continuent d'être des foyers de la lutte militante contre Israël.

Les Al-Jamal sont originaires de la ville à majorité arabe d'Al-Ramla, aujourd'hui Ramla, dans le centre d'Israël, et ont fui vers Gaza en 1948.

Ahmad, le chef de famille, était très occupé pendant la guerre actuelle, effectuant des allers-retours entre sa clinique et la mosquée ou achetant des provisions comme si de rien n'était, indique l'un de ses voisins. On apercevait en revanche rarement son fils Abdullah.

« C'est le docteur Ahmad qui a circonscrit mes trois garçons, raconte Ali Bkhit, un consultant spécialisé dans les réseaux sociaux qui est né et a grandi dans le quartier. Lorsque j'ai eu affaire à lui, il était sympathique ; il ne se départissait jamais de son sourire. »

M. Bkhit se souvient avoir grandi en entendant la voix d'Ahmad réciter le Coran à la mosquée locale d'Al-Farouk. « Il était toujours présent, sa voix était belle et les gens l'admiraient beaucoup », poursuit-il.

M. Bkhit dit avoir été choqué d'apprendre que les Al-Jamal retenaient des otages dans leur maison. Il ne s'attendait pas à ce que la famille soit impliquée de cette manière dans la guerre qui oppose le Hamas à Israël.

Selon Tsahal, les services de renseignement israéliens ont eu vent de la localisation des otages en mai. Les forces spéciales ont passé des semaines à se préparer à la mission de sauvetage en se servant de répliques des deux petits immeubles d'habitation, a indiqué l'armée.

Le retour des otages a déclenché des scènes de liesse en Israël. Un rare moment de joie dans une guerre sanglante qui est encore loin d'avoir permis d'atteindre les

objectifs fixés, à savoir la destruction du Hamas et le retour des 116 personnes, israéliennes ou pas, capturées le 7 octobre dernier et encore détenues.

La zone de Nuseirat, pleine de civils déplacés d'autres parties de la bande de Gaza, a subi le plus important bombardement des forces aériennes et terrestres israéliennes depuis le début de la guerre, il y a huit mois.

Les autorités sanitaires palestiniennes ont indiqué que 274 personnes avaient été tuées et que près de 700 autres avaient été blessées. L'armée israélienne a, de son côté, fait état d'une centaine de morts et de blessés, dont des miliciens et des civils pris dans les tirs croisés. Ces chiffres n'ont pas pu être vérifiés de manière indépendante.

Le chef de l'équipe opérationnelle israélienne, Arnon Zamora, a été blessé lors d'un échange de coups de feu dans la maison d'Al-Jamal. Il est décédé des suites de ses blessures.

Une vidéo publiée par Tsahal montre des commandos pénétrant dans une pièce de l'appartement et trouvant les trois otages masculins. Dans le second immeuble, à moins de 200 mètres de là, les commandos israéliens ont découvert la présence de Mme Argamani.

Les récents articles d'Abdullah Al-Jamal pour le *Palestine Chronicle* portaient sur la mort de civils lors de l'invasion de Gaza ; il accusait Israël de massacres et de génocide.

Un papier publié le 3 juin, quelques jours avant sa mort, parlait de familles de Gaza qui avaient accueilli des personnes déplacées par la guerre. Son titre ? « Ma maison sera toujours ouverte ».

Abeer Ayyoub

Marcus Walker et Dov Lieber ont contribué à cet article

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)

Edited from the original

OZEMPIC

Suite de la page 1

Jennifer Hyman, cofondatrice et directrice générale du spécialiste de la location de vêtements Rent the Runway, constate également que les clients choisissent de plus petites tailles que ces quinze dernières années. Décolleté ou vêtements qui dévoilent une partie du corps : ils sont aussi plus enclins à tester de nouveaux styles. « Quand on se sent bien dans sa peau, on a plus envie d'essayer des choses tendance », souligne-t-elle.

Longtemps, Maggie Rezek optait pour des t-shirts et des pantalons larges pour cacher ses rondeurs. Mais depuis qu'elle a

perdu trente kilos grâce au sémaglutide, le principe actif de l'Ozempic, la trentenaire qui s'occupe du marketing d'un salon de beauté a tout changé dans ses placards. Aujourd'hui, son uniforme, c'est short en jean et crop top. Et finies les baskets : elle les a remplacées par des talons. Elle publie aussi ses looks sur les réseaux sociaux.

« Avant, je n'aimais pas mon corps, confie la jeune femme, qui vit à Indianapolis. Maintenant, je me sens mieux dans mes vêtements, ça me donne confiance en moi et envie d'avoir du style. »

D'après un sondage réalisé en mars par l'institut Gallup, quelque 15,5 millions d'Américains, soit 6% de la population adulte, dit avoir essayé les traitements amincissants injectables.

Sur les plus de 5 500 personnes interrogées, près des trois quarts affirment que le traitement, au départ destiné à traiter le diabète, est efficace ou extrêmement efficace pour perdre du poids.

Ces traitements, qui ne fonctionnent pas chez tout le monde, peuvent coûter plus de 1 000 dollars par mois, une somme que toutes les mutuelles ne prennent pas en charge aux États-Unis, ce qui limite le marché. Par ailleurs, les gens ont tendance à reprendre du poids quand ils arrêtent le traitement.

Certaines entreprises pensent pourtant que ces traitements changeront effectivement la donne, et cherchent à se réinventer. WW International, le nouveau nom de Weight Watchers, a ainsi acheté une entreprise qui vend des services de téléconsultations avec des médecins qui peuvent prescrire de l'Ozempic. De son côté, Nestlé lance cette année une nouvelle gamme de produits destinés à celles et ceux qui prennent des traitements amincissants.

Pour les marques de mode, c'est une bouffée d'air frais. Entre avril 2023 et avril 2024, les ventes de vêtements ont reculé de 4% aux États-Unis, selon des statistiques établies par le cabinet Circana, les Américains préférant consacrer leur budget aux dépenses essentielles.

Au sortir de la pandémie de Covid-19, les marques ont demandé à Amarra, qui fabrique des robes de mariée et de soirée vendues dans quelque 800 boutiques aux États-Unis, au Canada et en Australie, de fournir davan-

tage de grandes tailles. La tendance s'est désormais inversée.

« L'an passé, nos revendeurs nous ont dit qu'ils avaient besoin de tailles plus petites », souligne Abhi Madan, cofondateur et directeur artistique d'Amarra. La plus petite taille proposée par la marque basée à Freehold, dans le New Jersey, est l'équivalent d'un 32. Elle vend désormais

Les ventes des trois plus grandes tailles de chemises pour femme d'une dizaine de marques ont reculé de 10,9% entre le premier trimestre 2022 et le premier trimestre 2024

plus de robes entre le 32 et le 40, et moins de grandes tailles (50 et plus), selon M. Madan, qui précise que cette nouvelle tendance influence aussi la façon dont Amarra conçoit ses robes.

La marque remplace par exemple les fermetures éclair par des corsets à lacets, plus pratiques en cas de perte ou de gain de poids, et a ajouté du voile sur les côtés de ses robes, pour un style plus flatteur.

AllStar Logo vend des polos,

des vestes en polaire et autres vêtements que les entreprises peuvent ensuite personnaliser. Selon son directeur commercial, Edmond Moss, les ventes de très grandes tailles ont été divisées par deux en un an.

« On vendait beaucoup de vestes polaires en XXL, expliquait-il. Maintenant, c'est au moins une taille de moins. »

Les ventes des trois plus grandes tailles de chemises pour femme d'une dizaine de marques ont reculé de 10,9% entre le premier trimestre 2022 et le premier trimestre 2024, indique Impact Analytics, une entreprise qui aide les boutiques à gérer leurs stocks et la gamme de tailles qu'elles commandent.

Parallèlement, les ventes des trois plus petites tailles ont bondi de 12,1%. Pour établir ces chiffres, Impact Analytics a analysé les ventes des magasins physiques de l'Upper East Side, à New York. Si elle s'est focalisée sur ce quartier, c'est parce que c'est celui qui, dans la Grosse Pomme, compte la plus forte concentration de gens prenant des traitements amincissants, précise le cabinet Trilliant Health.

Toujours selon Impact Analytics, la même tendance a été constatée pour les robes et les pulls chez les femmes, ainsi que pour les polos, sweats et t-shirts chez les hommes.

Prashant Agrawal, fondateur et directeur général d'Impact Analytics, souligne qu'il est impossible de savoir si ces évolutions sont liées au fait que les gens ont effectivement perdu

du poids ou s'il s'agit simplement d'un effet de mode. Mais ce qui est certain, c'est que le changement est inhabituel. « Nous n'avions jamais vu ça », résume-t-il.

Dans certaines entreprises, on redoute que cette évolution fasse baisser la demande en grandes tailles.

« J'essaie de comprendre s'il faut s'inquiéter pour l'avenir », confie Doug Wood, directeur général de Tommy Bahama, qui redoute que sa collection « Big & Tall », destinée aux hommes très gros et très grands, se vende moins bien si ces derniers perdent du poids.

Après la naissance de son enfant, Jillian Sterba est passée d'une taille 36 à une taille 42. Malgré les régimes et le sport, elle n'a pas réussi à perdre de poids. En octobre, elle a donc décidé de commencer les injections de sémaglutide. A 36 ans, elle a perdu quinze kilos et fait aujourd'hui du 36. « La moitié de mes vêtements sont immettables », affirme-t-elle.

Elle s'est donc rachetée des jeans, des hauts, des soutiens-gorges et des petites culottes. « Je portais beaucoup de choses amples avant, se souvient cette habitante d'Austin. Maintenant, je préfère les coupes ajustées. » Prévoyante, elle dit vouloir conserver 80% de ses anciens vêtements. Au cas où.

Suzanne Kapner

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original



SIPA PRESS

Heureux de leur amincissement, les Américains se ruent dans les magasins pour refaire leur garde-robe.

DEMOCRATES

Suite de la page 1

Est-ce que vous sentez souvent une odeur d'herbe de cannabis en descendant la rue ? OK, c'est une circonscription démocrate. Combien d'églises voyez-vous ? OK, c'est un coin républicain. »

M. Cooper, coauteur du livre *La résilience de l'identité sudiste : pourquoi le Sud compte toujours autant dans l'esprit de ses habitants*, a une expérience directe de cette réalité. Il vit à Sylva, une ville de 2 600 habitants de Caroline du Nord, et enseigne à l'université de Caroline occidentale à Cullowhee, qui compte seulement 7 700 habitants.

Les habitants des zones rurales de Caroline du Nord partagent par ailleurs la même méfiance à l'égard du gouver-

nement, en partie en raison des politiques économiques qui ont entraîné l'effondrement de l'industrie manufacturière et l'agriculture locales il y a plusieurs années, et la perte d'emplois bien rémunérés, selon des entretiens menés avec environ deux douzaines d'habitants. Nombre d'entre eux estiment enfin que les démocrates ne comprennent pas leur point de vue ou ne veulent pas le comprendre.

Dans un sondage réalisé en mars dans sept Etats pivots, dont la Caroline du Nord, le *Wall Street Journal* relève que 62 % des électeurs des zones rurales prévoient de voter pour M. Trump, alors que 47 % lui sont favorables dans l'ensemble des électeurs américains. Plus que les autres électeurs, les personnes interrogées dans les zones rurales estiment que les Etats-Unis vont dans la mauvaise direction, que l'économie se porte mal et que l'immigration constitue un problème majeur.

Pendant des générations, la région des Etats-Unis où vivait un électeur – le nord-est ou le sud-ouest, par exemple – reflétait largement une orientation politique commune, que les gens vivent dans une ville ou une petite communauté, selon une analyse présentée dans *The Rural Voter* (« L'électeur rural »), un récent ouvrage de Nicholas F. Jacobs et Daniel M. Shea, deux professeurs au Colby College. A partir des années 1980, l'alignement politique de l'Amérique a commencé à se diviser selon des lignes urbaines et rurales.

Lors des élections présidentielles de ces vingt dernières années, la marge de victoire du GOP dans les comtés ouvriers et de travailleurs manuels est passée de 18 points de pourcentage en 2000 à 44 points de pourcentage en 2020, selon les données de l'American Communities Project, un projet de recherche démographique de l'Université de l'Etat du Michigan.

L'organisation de campagne de M. Biden a recruté 60 personnes en Caroline du Nord et ouvre des bureaux locaux dans les villes et les petites localités, comme par exemple à Sylva, ce lundi. « La route sera longue, mais les zones rurales valent la peine qu'on se batte pour elles », affirme Anderson Clayton, présidente du Parti démocrate de Caroline du Nord.

Selon un membre de l'équipe de campagne de M. Biden, les démocrates de cet Etat ont commencé à battre le terrain plus tôt que d'habitude. Parmi tous les Etats remportés par M. Trump il y a quatre ans, c'est en Caroline du Nord que son avance a été la plus faible.

Sièges perdus

En 2008, l'ancien président Barack Obama a remporté la Caroline du Nord avec une marge très mince, grâce à un niveau de participation historique des électeurs noirs dans des endroits tels que le comté de Wilson, qui compte 40 % de Noirs.

Lors des élections de mi-mandat de 2022, la participation des démocrates s'est effondrée, même dans certaines régions majoritairement noires du nord-est de la Caroline du Nord. Ils ont perdu cinq sièges de députés détenus par des élus noirs, ce qui a permis aux républicains d'obtenir une super majorité qui les met à l'abri d'un veto de l'opposition.

Dante Pittman, 28 ans, va tenter de récupérer l'un de ces sièges. Il a été recruté par l'ancien gouverneur Jim Hunt, un démocrate qui a effectué quatre mandats avant de se retirer dans la ferme du comté de Wilson où il a grandi. L'été dernier, M. Hunt a exhorté M. Pittman à se présenter avant que le comté n'échappe au contrôle des démocrates.



ANGELA OWENS/THE WALL STREET JOURNAL

Ex-démocrate devenue non-affiliée, Kelly Vannoy, qui vit en zone rurale en Caroline du Nord, ne sait toujours pas pour qui elle va voter lors de la présidentielle.



CORNELL WATSON FOR THE WALL STREET JOURNAL

« Nous touchons des personnes qui n'ont jamais assisté à un événement républicain », se félicite Christy Fyle, ancienne présidente du Grand Old Party dans un comté de la Caroline du Nord.

M. Pittman espère que sa campagne séduira les démocrates ruraux pro-entreprises et socialement modérés qui constituaient autrefois la majorité décisive des électeurs de l'est de la Caroline du Nord. Le gouverneur démocrate Roy Cooper, originaire du comté de Nash, au nord-est de Wilson, a été réélu en 2020, porté par ceux qu'on a appelés les électeurs Trump-Cooper.

M. Pittman est en campagne à plein temps depuis l'automne dernier, faisant du porte à porte la plupart des après-midi et visitant les églises le dimanche. Il parle des opportunités économiques, de l'éducation et des problèmes locaux, comme la fermeture de l'unique pharmacie d'un secteur.

Selon M. Pittman, le message du parti au niveau national semble être : « L'autre camp est fou. Nous ne le sommes pas ». Il souhaite quant à lui persuader les dirigeants démocrates, tant l'échelon national que dans les Etats, que le message devrait être : « Donald Trump n'est pas seulement corrompu, c'est aussi un désastre économique ».

Les questions à soulever, ajoute-t-il, sont fondamentales : « Vos enfants peuvent-ils aller dans une bonne école ? Y a-t-il de bons emplois ? ».

Mais M. Pittman a du mal à se faire entendre, même de gens qu'il connaît depuis des années.

C'est le cas d'une de ses connaissances amicales, Ernest Melvin, pourtant démocrate de longue date et propriétaire d'une station de lavage à Wilson (48 000 habitants). Lorsque M. Pittman s'est arrêté pour lui demander s'il pouvait installer un panneau de campagne devant chez lui, M. Melvin a répondu qu'il y réfléchirait.

Agé de 53 ans, M. Melvin confie qu'il n'est pas sûr de voter cet automne. Et s'il le fait, ce sera peut-être pour M. Trump.

Cet homme marié et père de famille estime que son entreprise se portait mieux lorsque M. Trump était président. Il a expliqué à M. Pittman qu'il n'avait trouvé personne pour travailler chez lui dans les premiers temps de l'administration Biden, lorsque le dispositif de relance anti Covid-19 payait des milliers de dollars à des personnes si elles étaient privées d'emploi. « Les gens sont devenus paresseux », affirme M. Melvin. Ils restaient chez eux. Certains de ses meilleurs clients étant latinos, il prend soin

de souligner qu'il n'a aucune intention de leur manquer de respect lorsqu'il se plaint que trop d'immigrants entrent illégalement aux Etats-Unis par la frontière mexicaine, notamment ceux qui transportent du fentanyl et d'autres drogues.

« Je pense que lorsque Trump était là, il essayait de se débarrasser de tout cela », considère-t-il.

Je vais devoir prier

Des retraités plus aisés s'installent à West Jefferson, un endroit pittoresque situé dans l'ouest montagneux de la Caroline du Nord. Les touristes prennent des photos du centre de cette ville au charme désuet et entourée de montagnes si hautes que le printemps n'en a pas encore atteint le sommet.

« Je ne peux pas vous dire combien de fois j'ai entendu dans notre magasin : 'J'ai l'impression d'être dans un film de Hallmark [NDLR : réseau câblé religieux connu pour ses programmes familiaux et notamment ses comédies à l'eau de rose]', s'amuse Kelly Vannoy, propriétaire de Naked Creek Farmacy. Et en même temps, on doit en permanence relever des défis pour survivre. »

Dans le comté de Ashe, environ 40 % des habitants gagnent 25 000 dollars ou moins par an, selon Healthy Communities NC, un groupe à qui l'Etat a confié la mission d'analyser des données locales. Mme Vannoy vend des produits à base de chanvre provenant de la marijuana cultivée sur les terres que sa famille exploite depuis quatre générations. Elle est également bénévole dans une banque alimentaire pour personnes à faible revenu. Beaucoup d'entre elles ont hérité d'une terre mais peinent à payer les impôts fonciers.

Elle raconte avoir travaillé en 2020 dans un bureau de vote, en partie pour garder un œil sur le processus électoral après avoir entendu les affirmations sans fondement de M. Trump annonçant une élection truquée.

« Vous entendez toutes ces bêtises aux informations et vous voulez les voir de vos propres yeux », explique Mme Vannoy. Elle indique être ressortie de l'expérience reconfortée par l'apparente sécurité du processus de vote local.

Mme Vannoy, 58 ans, s'est enregistrée comme démocrate à l'âge de 18 ans, mais est devenue non affiliée il y a plusieurs années.

Comment votera-t-elle cette année ? « Je vais devoir prier pour le savoir », reconnaît-elle.

M. Trump a remporté 72 % des voix dans le comté de Ashe. Son message trouve un écho chez Bob Waddell, qui vend des articles divers au bord de la route sinueuse qui relie West Jefferson à la ville voisine de Jefferson.

Bob Waddell est retraité d'une usine de composants électriques qui a fermé ses portes il y a dix ans, l'un des nombreux coups durs subis par l'économie locale. La plupart des après-midi, il s'assoit devant son stand, à l'enseigne « Yard Sale » [NDLR : vente de débarras], et vend de temps en temps un drapeau américain ou un jouet d'enfant usagé.

Agé de 82 ans, M. Waddell a toujours été démocrate. Mais il affirme qu'il ne votera pas pour M. Biden car il n'aime rien chez le président. « S'il gagne à nouveau, ce sera la catastrophe », martèle-t-il.

Comme beaucoup d'habitants du comté de Ashe, M. Waddell se définit comme un chrétien conservateur. La récente condamnation de M. Trump à New York ne l'a pas troublé. « Je n'aime pas son style de vie, admet-il. Mais ce qu'il a fait il y a 20 ans, cela ne m'intéresse pas. »

Nancy Beth Weaver, candidate démocrate à la commission du comté, reconnaît elle-même

puis les pilules opioïdes et maintenant le fentanyl. Elle a un fils qui se remet de la toxicomanie et elle aide d'autres mères d'enfants toxicomanes.

Elle confie avoir l'impression de ne plus parler la même langue que ses amis et connaissances de toujours. Elle se présente à l'élection pour voir si elle peut convaincre les gens que les démocrates sont plus efficaces pour les aider en matière de logement abordable, de soins de santé et d'emploi.

Lors d'un récent forum, des personnes lui ont demandé de donner sa position sur « le programme woke ».

« J'ai répondu : "je ne sais pas ce qu'est ce programme. Mais si cela veut dire aimer les gens et prendre soin d'eux, alors je suppose que je suis "woke", raconte-t-elle. Ils n'avaient que faire de moi. »

Le sentiment anti-démocrate qui se développe dans le secteur de Mme Weaver se manifeste de la même façon dans des endroits plus proches des grandes villes. Mac McCorkle, ancien stratège démocrate et actuellement professeur à l'université de Duke, observe que la croissance de la population dans un grand nombre des 28 comtés ruraux de Caroline du Nord a été – et est toujours – supérieure à celle des villes environnantes. Selon lui, ces comtés sont moins diversifiés sur le plan racial – généralement 70 % de Blancs ou plus – et ont un niveau d'éducation et des revenus moins élevés que les banlieues autour d'Atlanta, par exemple. M. Trump a remporté ces comtés avec 63 % des suffrages en 2020.

Selon Dallas Woodhouse, stratège du parti républicain et ancien directeur exécutif du parti en Caroline du Nord, les électeurs péri-urbains, qui alignent généralement leurs opinions politiques sur celles de leurs voisins ruraux, ont trouvé ce qu'ils voulaient chez M. Trump, en particulier ses opinions plus restrictives en matière de commerce et d'immigration.

« M. Trump a eu raison dès le départ sur plusieurs points en ce qui concerne la position des électeurs », approuve M. Woodhouse.

Valerie Bauerlein

Dante Chinni et Aaron Zitner

ont contribué à cet article

(Traduit à partir de la

version originale en anglais

par Yves Adaken)

Edited from the original

Conférences by l'Opinion



Les entreprises seront-elles prêtes pour la CSRD ?

CONFÉRENCE DIGITALE

Jeudi 12 septembre 2024

De 9h à 10h

Découvrir
le programme
et s'inscrire



Informations et inscriptions gratuites : www.lopinion.fr/evenements

En partenariat avec :

**forv/s
mazars**

Avec le soutien de :



Dauphine
ALUMNI